

ASSSSSSSSSSSSSSSSSSSSSSSSSEZ

Journal Vigilant d'Exemples Médiocratiques
2010

où n'est écrit que ce que chacun pense
pour le soulèvement de la vieillesse

Jeunesse Vieillesse un combat absurde pour sa vie

pourquoi vivre ensemble est-ce impossible ?

Nous pouvons essayer de comprendre pourquoi il existe une lutte sans merci entre ceux qui se conservent contre ceux qui consomment leur vie. Nous avons appelé les uns : la vieillesse, et les autres : la jeunesse.

La jeunesse est généreuse, la vieillesse est radine et rapiat. La vieillesse a peur de la mort, c'est pour cela qu'elle se préserve. La jeunesse s'en moque, elle vit dans l'instant, la peur de la mort ne l'effleure pas. Depuis la récession ou la retraite du milieu des années 70, nous vivons une période de vieillesse. Les périodes de vieux au nom de la préservation, où les libertés et les excès sont supprimés. La joie et l'amusement ne sont pas tolérés (mais pas le divertissement). La jeunesse est bannie des villes par les vieux pour tapage (nocturne). Les vieux sont protégés par la police, pas la jeunesse. La vieillesse amasse des richesses pour acheter cette police. Les périodes de vieillesse sont néfastes pour la création ; c'est ce que nous vivons depuis maintenant plus de 30 années. La vieillesse amasse pour se préserver. L'Arpagon (de l'Avare) de Molière est la caricature de la vieillesse occidentale qui ne peut se défaire de la peur de

disparaître et qui a créé : la propriété, les colonies, les guerres et autres dominations. La vieillesse redoute les extravagances : elles coûtent cher à la vie. Mais l'art réside dans la jeunesse, la vieillesse entretient l'artisanat de « l'ouvrage bien fait ». Les projets artistiques de la jeunesse vont toujours déborder le conventionnel. Le conventionnel qui est le jardin nécessaire à la vieillesse pour préserver la vie dans son quotidien : la convention répète la même tâche infiniment.

Ces deux attitudes opposées se confrontent en permanence à partir du XIXe siècle (pas avant ?) : les différents courants artistiques à partir du romantisme sont en mémoire pour l'attester. Il semble que cela est débuté avec le romantisme : la bohème du XIXe siècle : une poussée de jeunesse (un baby-boum) qui a permis à cette jeunesse en 1830 de prendre les rênes de sa destinée et de ne pas se soumettre à la vieillesse dominante qui se conserve par peur de la mort. Le dernier rassemblement de la jeunesse était en 1968 : depuis plus rien. Le pouvoir de la vieillesse est constant et dominant. La liberté est la nécessité de la jeunesse, pour qu'elle puisse vivre son intensité. Sachons que notre opposition Jeunesse/Vieillesse réside dans l'esprit, pas dans l'âge ou l'apparence du corps : quoi qu'un vieux, on peut le « voir » dans un corps jeune et vice et versa. La jeunesse sourit, la vieillesse aigrit. Ce que l'on nomme « bourgeois », « classe moyenne », « employés »,

« fonctionnaires », etc., sont des personnes avec un état d'esprit vieux opposé à la jeunesse insouciante (sans soucis) de la mort qui ne vit pas dans l'économie de soi, mais dans l'exubérance (l'idée de profiter de la vie) de soi.

Ce qui est aberrant, c'est de croire que l'économie de soi va braver la mort ! Mais la jeunesse se consume comme de la paille alors que la vieillesse se consume comme de la bûche. La vieillesse veut durer, la jeunesse s'en fout de durer, c'est l'intensité de vie qui compte au contraire de la vieillesse. La vieillesse chuchote, la jeunesse hurle. La vieillesse chuchote d'éternité, la jeunesse hurle d'intensité.

Les jeunes de 70 ans sont souvent reclus et dégoûtés : déçus. Ils se sont épuisés face aux interdits de la vieillesse. Ils devraient se rassembler et se soulever : le soulèvement est une vague qui submerge, mais trop rapidement, et trop rapidement disparaît. L'inconstance de la jeunesse favorise la constance de la vieillesse, qui elle se préserve dans le confort et le conformisme.

Une des « qualités » de la vieillesse est l'intolérance. Cette intolérance fabrique des interdits. Les interdits fabriquent des lois. Les lois nécessitent la violence pour les faire respecter c'est-à-dire un corps de police et un Trésor.

La peur de la mort se manifeste par la lâcheté. C'est en cela que la vieillesse a développé l'art de la manipulation. L'art de la manipulation sert à faire agir les autres pour soi. Et la jeunesse épuisée, toujours en vie succombe à cette manipulation : s'éteint. Elle n'a pas la résistance de la vieillesse.

La vieillesse par. La peur de la mort crée une cosmogonie (de conservation) avec une temporalité avantageuse pour elle : le passé (la coutume, la copie), le présent (le travail) et le futur (l'investissement) pour prévenir du futur présent. Le temps de la jeunesse c'est l'instant. L'opposition entre Gaston Bachelard et Henri Bergson sur la conception du temps réside dans cette opposition. La conception du temps de la vieillesse est basée sur la peur. La peur de manquer, la peur de mourir, la peur de l'inconnu. La « conservation de l'espèce » est une idéologie de la vieillesse qui a peur de mourir. Le vieux exploite et conserve : détruit et entasse. Les espèces se transforment : il n'y a pas de raison d'avoir peur. La vie nous domine, il suffit de lui faire confiance.

Les conséquences de cette dichotomie sont dévastatrices pour le genre humain : la peur de la mort génère la misère. La vieillesse veut supprimer la jeunesse et elle s'en donne les moyens. Les rebelles sont ceux qui résistent à la domination de la vieillesse. La vieillesse

n'aime pas les femmes et crée un genre dominé n'ayant que le statut de procréer. Le désir de manipulation de la vieillesse crée l'esclavage (pour la conservation de l'espèce ?). Tous les maux de nos sociétés sont engendrés par la peur de la mort, représentée par les vieux qui font des provisions et des recherches pharmacologiques pour la fuir.

Cette partition : « les jeunes » contre « la vieillesse » a été artificiellement créé, tout comme le sexisme ou autres aberrations catégorielles pour combattre les ennemis qui sont contre la « préservation de l'espèce », un prétexte ou un euphémisme pour ne pas nommer la réalité de « la peur de mourir ». Vivre pour ne pas mourir n'est-ce pas absurde, au lieu de vivre pour vivre ? Notre société occidentale est basée sur cette absurdité et fait de grands ravages pour se préserver. Eh oui, c'est contradictoire : la peur fait faire n'importe quoi et surtout crée de la souffrance inutile. La vieillesse attaque parce qu'elle se sent menacer dans sa vie par la mort.

La vieillesse avance une société chaotique à combattre, au nom de l'ordre pour contrarier la jeunesse (avec la police). Elle diffuse la peur aux indécis pour les rallier à son idéologie. La vieillesse crée l'état des uns contre les autres et non pas les uns avec les autres : pour vivre en osmose. La vieillesse s'en tient à ce qu'elle sait, elle nie l'expérience et ce qu'elle ne connaît pas. La vieillesse

refuse la connaissance et baigne dans l'hypocrisie. L'académisme est une des tromperies du savoir. Les vieux sont les lâches de la vie.

N'est-il pas possible d'obtenir un équilibre où jeunesse et vieillesse puissent vivre en même temps ensemble ? Est-ce si incompatible comme pour les artistes avec les politiciens ?

Nous proposons un soulèvement constant de la vieillesse pour un équilibre constant avec la jeunesse [1].

Note

[1] il faut les rassurer que c'est pas grave.

Post-notes

1. on pense indéniablement au poème moral de Jean de la Fontaine : la Cigale et la Fourmi où la cigale représente la jeunesse et la fourmi la vieillesse. La fourmi se préserve de la mort en faisant des réserves de nourriture durant sa vie (considéré comme Le Travail) alors que la cigale profite de sa vie sans se soucier de la mort. Mais la cigale n'a pas envie de mourir de froid et de faim l'hiver et va demander l'aumône à la fourmi. Ce « pas envie de mourir » fait que la cigale rentre dans le camp des peureux de la mort et va se conformer à leur mode de vie. Si mort il y a eu, c'est celle de sa jeunesse.

De nombreux soixante-huitards n'ont pas vu leur jeunesse mourir et les principaux meneurs de la jeunesse d'autrefois sont les pires conservateurs d'aujourd'hui. Très souvent derrière l'apparence « cool » d'un faux jeune se dissimule un manipulateur : mais on le reconnaît à sa lâcheté : un lâche se dérobe et ne s'engage jamais lui-même. Comme les rois, les empereurs et autres dictateurs, il a besoin de « soutiens » qui agissent pour lui. Nous pouvons conclure qu'un meneur est un faux jeune qui s'en donne l'apparence pour être servi par les autres.

2. on pense aussi au personnage de Picsou de Walt Disney dont Donald ne peut se détacher de lui pour vivre sa vie (contrairement à ses 3 neveux Riri, Fifi et Loulou) : il est retenu par la convoitise. Donald est un faux jeune qui veut consumer sa vie sans en avoir le courage : un lâche.

décembre 2010

4.

Cadeau de Noël pour les militants serviles citoyens de France : LOPPSI-2

LOPPSI [1], la Loi d'Orientation et de Programmation pour la Performance de la Sécurité Intérieure est un « bouquet » de 48 articles qui couvre « la délinquance routière » (avec entre autres, la confiscation sans appel du véhicule, la vente des informations des cartes grises aux compagnies privées), « la cyber-pédopornographie » (par l'instauration d'une cyber-censure avec des filtres Internet constitués de mouchards pour identifier les internautes qui naviguent dans des sites web interdits), l'augmentation drastique des caméras de surveillance (« de protection »), « le couvre-feu pour les mineurs » avec 500 euros d'amende pour les parents laxistes, la constitution de polices privées (qui remplacent petit à petit la police publique), le fichage ADN renforcé, et le plus grave : la « destruction des habitats illicites (entendre non construits par des promoteurs ou non autorisés par l'État) » avec 3750 euros d'amende pour le propriétaire du terrain désobéissant. LOPPSI montre la profonde ignorance volontaire du gouvernement envers les citoyens de ce pays et dépasse le bon sens pour révéler une répression gratuite et stupide qui ne résout rien. Encore une fiction politique qui ne répond pas aux besoins réels des citoyens.

LOPPSI est un paquet hétéroclite d'interdictions ubuesques (qui font rire) qu'institue le gouvernement avec le Sénat et l'Assemblée nationale pour contrarier encore plus la liberté des citoyens. Mais pour quoi faire ? À quoi cela sert-il de réduire la liberté des citoyens ? Le gouvernement recherche-t-il la guerre civile ? Le gouvernement a-t-il la volonté de détruire le reste d'humanité dans nos sociétés ? Ou est-il simplement irréflecti des conséquences de ses décisions ? Franchement : en quoi des lois répressives vont-elles améliorer l'existence de chacun et permettre de « vivre sereinement et tranquillement » comme dit le ministre ? En quoi des lois répressives ne créent-elles pas de l'hostilité, de l'agression, de la violence et un malaise généralisé : à quoi cela sert-il de créer un malaise généralisé ? Quelles jouissances les gouvernants retirent d'opprimer la population ? Est-ce la forme même du « gouvernement » qui est détaché de la « masse » population ? Ou le désintérêt profond et le mépris dont la majorité des gouvernants sont convaincus envers les gouvernés serviles ? Il serait plus judicieux de voter des lois qui autorisent (pour rendre possible) au lieu d'interdire (pour rendre impossible et qui créent le malaise de l'oppression). Par exemple pour éradiquer définitivement la pauvreté de façon simple sans que personne ne perde quoi que ce soit, il suffit d'instaurer le « Revenu de Base » pour chacun sans condition, avec un

impôt de consommation unique en fonction du revenu : il n'y a que ce type de décision qui permettra de « vivre sereinement et tranquillement » sans l'angoisse de la répression [2].

Lire les échanges verbaux de l'Assemblée nationale des députés à n'importe quelle époque (que ce soit pendant la guerre 14-18 ou aujourd'hui) ressemble à une « nef des fous », ou un théâtre de l'absurde. La tradition protocolaire de l'hémicycle rend les échanges verbaux abstraits, car ils sont coupés des réalités extérieures que vivent quotidiennement des millions de personnes. Dans l'hémicycle aucun député n'est pauvre (vivant avec moins de 1000 euros mensuels) tout comme les sénateurs au Sénat ou l'ensemble du gouvernement où président et ministres vivent dans un contexte protégé de la réalité sociale que vivent quotidiennement des millions de personnes et dont ils n'ont aucune idée, que vague. Après la séance chacun se retrouve dans les restaurants bourgeois des quartiers à population aisée (6e arrondissement pour le Sénat, 7e arrondissement pour l'Assemblée nationale et le 8e pour l'Élysée qui inclut son propre chef cuisinier). Un président (de la République) jouissant du meilleur des richesses de son pays ne peut logiquement comprendre et décider pour la majorité de la population qui vit dans l'économie. Sa vie quotidienne est protégée dans une abondance dont seulement quelques personnes sont permises à jouir sur

des millions. Faire des promesses de lois aux citoyens qui ont voté pour lui c'est se faire croire des situations inexistantes. Un président de la République est toujours élu par une minorité : 50% des 60% des électeurs qui votent = 30% des électeurs qui votent ce qui correspond à 20% de la population globale (2/3 des Français ont leur carte d'électeur) [3]. Un président ne sert au fond que l'activité de se représenter lui-même en marquant son passage par des décisions remarquables pour l'histoire ; et les décisions les plus spectaculaires sont toujours les plus mauvaises (voir l'histoire des rois de France).

Il existe des moyens de retirer en douceur la souveraineté de ces parasites gouvernants soutenus par la population approuvante par tradition. L'oppression n'existe que par l'isolation des gouvernants des gouvernés. Les gouvernants créent des lois pour protéger le privilège de leur isolation au détriment des gouvernés exposés à la souffrance. Ce qui est difficilement croyable, c'est pourquoi les gouvernés protègent leur souffrance. Il suffit pourtant de ne plus payer bêtement dans l'obéissance irréfléchie (Cf La désobéissance civile de Henry David Thoreau). Chacun attend que l'autre se soulève pour se soulever, « un jour il y aura bien un soulèvement ! » disent les uns, ou « ça ne peut plus durer ! » disent les autres, ou « cette oppression ne peut pas durer » disent les militants, mais elle dure depuis que des personnes gouvernent détachées de la vie quotidienne

des populations. Les gouvernants profitent de la servilité de la population en votant des lois au désavantage de cette même population qui le soutien. « C'est pas possible, ça va péter », eh non, ça pète pas : jamais. Et péter sert à rien qu'à faire du vent (qui passe).

Notes

[1] LOOPSI (= en anglais, une petite boucle mignonne).

-OPSIE : suffixe du grec opsis « vision, vue ».

[2] Sur le Revenu de Base voir le film de Enno Schmidt et Daniel Häni à <http://le-revenu-de-base.blogspot.com/2010/10/film-launch-of-le-revenu-de-base.html> et l'article de Mona Chollet à <http://peripheries.net/article326.html>

[3] Le Paradoxe de Condorcet (XVIIIe siècle) montre que le vote individuel n'affecte pas le résultat du vote et vice versa, car la relation transitive dans le vote ne se vérifie pas : A aime B et B aime C, dans le vote A n'aime pas obligatoirement C : la relation n'est pas transitive. Le choix individuel n'a aucun « poids » sur le résultat global. Voir aussi « L'opinion publique n'existe pas » de Pierre Bourdieu, Noroit janvier 1972.

4.

Éducation de la haine à l'école française 2

La propagande gouvernementale s'attaque directement à nos enfants. Dans les classes de 4e, à des enfants de 13 ans, les professeurs leur apprennent en cours d'instruction civique à entourer en rouge les rebelles (celles et ceux qui désobéissent volontairement : les terroristes, mais où il n'existe pas de désobéissance involontaire) et à entourer en vert celles et ceux qui paraissent conformes à la normalité : celles et ceux qui obéissent « au bon fonctionnement de la société en respectant les interdictions » (sic). On leur apprend des paradoxes tels que : la sécurité, la délation, la défense de la propriété : c'est la liberté. Cette nation a l'ambition de semer le trouble dans l'esprit de nos enfants en leur injectant des notions contradictoires. Cette nation a-t-elle l'ambition de naturaliser un état totalitaire et discriminatoire ? Et pour quelle raison ? Est-il si agréable de vivre dans un sentiment de haine et d'hostilité ? Sans aucune raison valable.

1.

De plus en plus souvent, je suis envahi d'une profonde tristesse. Et ça, à chaque fois que ma motivation tombe à zéro. Les raisons peuvent-être multiples, mais ne seront jamais qu'explicatives (pour rassurer son sens à l'existence). Mais une seule ressort peut-être plus que les autres : une déception sans fond de la nature humaine qui ne se donne pas les moyens qu'elle a de vivre pleinement

son épanouissement, mais dépense son énergie (menacée en permanence ?) à nuire aux autres. Ce qui produit **des oeuvres musicales irréalisables contrariées par la propriété, la pauvreté et la censure.**

2.

à propos de Bankrun (StopBanque) : retirer « son argent » massivement des banques le 7 décembre 2010

« StopBanque (Bankrun) est un appel international au retrait massif d'argent en banque et à la fermeture des comptes secondaires d'épargne le 7 décembre 2010. Et tous les 7 des mois à venir jusqu'en 2012 ». Bien qu'il ne suffit pas de retirer « son argent » des banques pour ruiner le système du profit bancaire, l'initiative est louable car elle propose d'arrêter de payer sa servitude. Les banques à travers les crises qu'elles ont vécus ont déjà fait face plusieurs fois dans l'histoire à des situations de retraits massifs : elles sont toujours là (voir Alain Plessis - Histoire des banques en France). La majorité des « titulaires de compte en banque » n'ont rien sur le compte, plutôt moins (dettes) nommé : « découverts » sans en avoir le choix et sans en être prévenu. Ces « découverts » sont les résultats de l'insuffisance des revenus : le « découvert » est toujours proportionnel au revenu du titulaire : il le double à 15 % d'intérêt. Les banques coopératives sont moins agressives, mais

appliquent les mêmes tarifications que les banques commerciales. Pour changer le système exploitant-exploité, il faut libérer les états d'esprit manipulés dans les automatismes : bien comprendre le système pour le démonter à sa base tout en donnant l'espoir à ceux qui sont résignés dans le confort d' « une vie de tranquille désespoir » (Thoreau) qu'une vie de libertés, sans oppression et non payante est possible : **un système bancaire altruiste sans but lucratif**. Pour agir dans ce sens, ça nécessite des petits actes quotidiens de résistance sur soi. Nos petits actes quotidiens qui paraissent normaux à force d'avoir été répétés tellement de fois : ceux d'obéir et de payer sans réfléchir. Retirer à chacun l'idée que ses économies (épargne) enrichissent les banques sans en faire profiter l'épargnant est pour l'épargnant faux (la France est le premier pays de l'épargne) : même avec ses maigres 2 % l'épargnant s'en contente et lui sera difficile de retirer ses économies de la banque contre son intérêt. Créer un rapport d'adversaires « les bons contre les méchants » (sic) est la pire des solutions pour résoudre les problèmes de société : elle provoque l'hostilité et la violence (la guerre civile) dont une majorité refuse à cause de la misère dévastatrice qu'elle provoque. Il vaut mieux construire une entente où chacun ne perdra rien (surtout vos ennemis), mais au contraire où chacun gagnera plus. Là, il y aura espoir de construire une société ensemble avec moins de souffrance et d'hostilité. Si le système

capitaliste tient malgré les souffrances, c'est que chacun le défend dans ses actes quotidiens.

<http://www.bankrun2010.com>

<http://stopbanque.blogspot.com>

3.

L'ignorance de **la bêtise est** de l'objet de nos actions, **la plus nuisible** à combattre concernant la survie de l'espèce humaine (plus que les problèmes de pollution qui en découlent) : la bêtise de soi, pas celle des autres.

novembre 2010

1.

La décadence de la musique (des 30 obscures 1980 - 1990 - 2000)

Le clan des compositeurs de musique contemporaine (surtout en Europe et particulièrement en France) défend que : la musique savante doit être compliquée : sinon ce n'est pas de la musique savante (contemporaine) et « n'est pas digne d'être donnée en concert dans les "festivals" concernés ». Ce qui doit être compliqué, ce n'est pas la musique en elle-même (le post-sérialisme est très facilement identifiable), mais la partition : ce qu'ils nomment « l'écriture ». La partition (classique) de musique occidentale est une accumulation de signes quantitatifs mis en 4 paramètres (variables auquel on peut attribuer des valeurs différentes : exemple, + ou - haut, + ou - fort, etc.) qui sont la durée, la hauteur, l'intensité, et le timbre (symbolisées par des notes, des mesures, des lignes, des mots, etc.) et, il a été aisé pour l'ordinateur de reproduire ce type d'accès à la musique : voire les programmes de partitions ou les séquenceurs. Une musique quantifiée est une musique mécanique, une musique de machines, une musique à exécuter où le musicien obéit. Plus il y a de notes (plus ça paraît compliqué) et plus cela épate les conformistes de la musique (savante) contemporaine. Un compositeur pour tout un chacun est celui qui écrit des notes, comme

l'auteur écrit des mots : eh bien non ! Pourtant pendant les 30 glorieuses (1950 - 1960 - 1970) des compositeurs comme John Cage, Dieter Schnebel, Josef Anton Riedl, Anestis Logothetis ou Luc Ferrari, etc. [1], avaient remis cet académisme (norme) en question. Mais les compositeurs qui développent ces idées semblent tous absents de la scène musicale d'aujourd'hui. La norme de la note (à exécuter) règne dans la musique savante d'aujourd'hui.

Quantifier en musique est plus facile que qualifier (preuve de compétence de préciser la manière). Le qualitatif est beaucoup plus impalpable et difficilement symbolisable : il ne se capture pas, ne se mesure pas et ne s'approprie pas : il se dérobe. Le qualitatif est incalculable, entendons incontrôlable. Il ne rentre pas non plus dans le champ des mathématiques puisqu'il est inopérable. Le quantitatif simplifie et supprime l'incompréhensible et rend la musique facile d'accès (entendons gouvernable) : comme synchroniser les troupes dans une « faculté » horlogère. Pour cela, il suffit de constater comment sont réglés les conservatoires de musique en France : ils restent au pas de la note, complices des éditeurs à former des exécutants. Les conservatoires forment des exécutants obéissants et incompetents pour la musique car ils ne leur sont pas donné de comprendre par exemple la fondation de la pulsation qui est la base de la musique, ni

de savoir la jouer. La pulsation a été remplacée par le métronome (sic). Un compositeur ne devrait pas se restreindre à être un « écrivain de notes », mais prendre la responsabilité d'organiser les étapes de la formation de la musique (surtout les répétitions avec les musiciens) : de l'idée musicale jusqu'à sa diffusion publique, par l'organisation artistique du concert, même il devrait jouer d'un instrument pour la musique. Une compositrice ne devrait pas être une « écrivaine de notes », mais une organisatrice à toutes les étapes de la formation de la musique (surtout les répétitions avec les musiciennes) : de l'idée musicale jusqu'à sa diffusion publique par l'organisation artistique du concert, même elle devrait jouer d'un instrument pour la musique [2].

La musique a été réduite à de l'obéissance divertissante, elle a été divertie de sa fonction première : celle de comprendre l'incompréhensible et d'en jouir par les vibrations.

Notes

[1] Iannis Xenakis « traduisait » son écriture graphique en notes pour pouvoir être « exécuté » par les musiciens formés au conservatoire qui forment les orchestres classiques, traduction dont il s'est débarrassé une fois son UPIC (ordinateur de synthèse de sons générés par écriture graphique) réalisé. Mycenae Alpha est un

exemple parlant « visible » sur youtube.

[2] La décadence de la musique des 30 obscures n'est pas due au manque de création des artistes authentiques, mais à la censure de leur travail par la glorification de musiques médiocres qui ont colonisé toutes les scènes musicales en retirant tous les moyens d'être entendu à la création authentique et indépendante. Nous savons que les gouvernants ont une trouille incommensurable de la liberté artistique et préfèrent être représentés (soutenus) par la médiocrité que pas du tout. Le problème ce ne sont pas les gouvernants (un gouvernant seul ne vaut rien), mais ses serviteurs qui obéissent à instituer sa domination et la médiocrité qui va avec.

2.

Un **compte bancaire** n'est pas une propriété privée.

Tout intéressé institué (autorité) peut se servir dans le compte bancaire qui porte notre nom sans demander notre avis. Exemple, pour les impôts ou les amendes, le Trésor public se sert directement (la somme imposée) dans le compte qui porte notre nom sans notre accord ni notre autorisation et avec la complicité de la justice et de la banque. Autre exemple : nous préférons les « prélèvements automatiques » incontrôlables qui coûtent plus cher qu'un paiement manuel : cela pour éviter « les tracas » (qui n'en sont pas) de paiement des

factures périodiques que chacun déteste. Pour les (sur)endettements (la faculté de ne plus pouvoir payer et être insaisissable) la Banque de France s'autorise de nous « fermer » le compte et de nous ficher (dans un listage visible seulement des banquiers) pour nous interdire toute dépense qu'elle considère superflues (elle pas nous). La faillite personnelle (impossibilité de remboursement immédiat exigé) oblige le remboursement à vie. La banque même où résident nos comptes bancaires à nos noms se sert pour se payer : ses intérêts, ses « frais de dossier » et autres agios qu'elle décide pour nous sans nous. En aval et en amont, nos comptes bancaires dépendent de son propriétaire réel : la banque : ni l'État (vendu aux banques), ni l'employeur (qui dépend aussi des banques) n'ont de pouvoir pour gérer ce flux d'argent virtuel. C'est en cela qu'un compte bancaire n'est pas une propriété privée puisque chacun y puise à sa guise.

A quoi sert un compte bancaire ?

Le compte bancaire est le nerf de la servitude qui a permis l'autonomie de la servitude : les esclaves se gèrent eux-mêmes dans la limite instituée par la banque de France avec le Trésor public. L'argent est virtuel (ce ne sont que des chiffres), mais il nous lie à nos obligations de payer à chaque fois qu'on nous le demande, ou nous oblige sans nous demander. Le

compte bancaire est le liant social à la servitude : pour devoir toujours quelque chose en permanence. Il est l'imposition officialisée du coût du travail et la matérialisation virtuelle de sa position sociale par son « pouvoir d'achat ». Les enfants se réjouissent d'obtenir l'ouverture d'un compte bancaire, car ils s'imaginent qu'ils vont pouvoir (obtenir ce qu'ils veulent) alors qu'ils vont devoir (payer ce qu'ils ne veulent pas) : s'asservir. Nous naissons dans l'obligation de payer et nous le transmettons (par tradition). Et le compte bancaire existe pour maintenir et activer cette exploitation du travail humain. Il faut savoir que plus le compte bancaire est fourni plus le compte paye d'intérêts (le titulaire dépense au prorata de ce qu'il gagne, c'est-à-dire généralement le double dont la seconde moitié passe en « crédit » avec intérêts). Il n'y en a jamais assez : est le nerf de la consommation qui enrichit les banques. Le titulaire du compte bancaire va même volontairement dépenser plus pour se donner l'illusion de fuir la classe des pauvres (comme la location exorbitante de carte de paiement « Gold » et autres gogoteris) image qu'il refuse comme une maladie. Le compte bancaire permet de payer l'argent que nous dépensons même manquant (le crédit payant). Tout comme se paye le paiement électronique par carte (notons que les 3 compagnies de cartes bancaires : Visa, Mastercard et American Express sont toutes les 3 américaines). **Un compte bancaire sert à être solvable en permanence.** Être titulaire (pas

propriétaire) d'un compte bancaire c'est s'engager dans une promesse de rembourser l'argent inexistant emprunté et de payer les intérêts avec un salaire régulier. Un compte bancaire sert à être attaché à la communauté des esclaves en promettant de travailler pour un salaire périodique qui paye les intérêts des crédits engagés. Un compte bancaire sert à être solvable pas pour soi, mais pour enrichir le conglomérat des banquiers : pour entretenir le pouvoir du conglomérat des banquiers.

Comment vivre sans compte en banque ?

Difficilement ou pas, les accès à la consommation sont pratiquement tous généralisés en paiement électronique que payent et le vendeur et le client. L'argent est le sang qui fait fonctionner nos sociétés : tout le monde cours après et motive son existence qu'en fonction de l'argent : la terreur d'en manquer (d'où l'appauvrissement culturel). Les virements sont généralisés (les salaires sont versés « directement » dans le compte bancaire) et les entrées-sorties d'argent dans l'automation sont sous haute surveillance (banque mondiale) pour le titulaire esclave (les très grosses fortunes vont ailleurs : des comptes anonymes indépistables). Même en retirant la somme du compte en argent papier il y a automatiquement contraction de crédit, « avoir » un compte bancaire est avoir un crédit autorisé avec promesse de remboursement (aux E.U., est distingué le compte de

débit et le compte de crédit). L'argent papier (les billets de banque) est aussi une promesse de remboursement, promesse détenue par l'obtention de la création du compte bancaire à son nom (un titulaire est une personne à qui a été confiée une responsabilité pour laquelle elle est nommée personnellement). Pour contrarier l'arnaque, reste l'honnêteté : celle de ne pas payer (les intérêts demandés) en maintenant sa promesse éternelle.

La réorganisation du réseau monétaire mondial est urgente. Pour cela il n'y a qu'une seule solution : la mondialisation (nationalisation au niveau mondial) publique du flux monétaire géré sans intérêts : sa gratuité. Voilà qui serait une réelle avancée pour l'humanité. Le réseau Internet s'y prépare dans une guerre acharnée, en espace de gratuité. L'(r)évolution de l'humanité s'agit dans le quotidien en se débarrassant de nos petites habitudes qui nous nuisent.

3.

Le malaise de « la musique savante d'aujourd'hui » en France

Le malaise d'aujourd'hui de la « musique contemporaine » réside dans l'hégémonie d'un seul « style » (= idée de penser la musique) : et principalement dans la prédominance du néoclassicisme

post-sériel [3]. Ce phénomène de ségrégation de la musique d'avant-garde a débuté en France à la fin des années 70 et au début des années 80 à l'Institut de Recherche et de Coordination Acoustique Musique sous la direction de Pierre Boulez à Paris. Pierre Boulez dans son aversion des « compositeurs bricoleurs » expérimentaux, a évincé toute une génération de compositeurs issus entre autres de l'idéologie cagienne, kagelienne ou stockhausenienne, etc : des explorateurs. La génération évincée s'efforçait à réaliser le son non quantifiable de la musique (au contraire de la partition classique composée de signes quantifiant). Entreprise très ambitieuse qui demandait des moyens de recherche autres que les principes qui gèrent le quantitatif (à travers les partitions et les exécutions du solfège traditionnel) et dont l'IRCAM possédait (ou le faisait croire) les équipements informatiques, les programmeurs et les musiciens prêts à la recherche. Le conflit non dit était pesant et tous les compositeurs invités à créer ensemble ont tous quitté l'institut. Pierre Boulez s'est installé en maître et a provoqué à sa suite toute une génération de jeunes compositeurs « néoclassiques post-sériel » à travers son « cursus IRCAM ». Les jeunes compositeurs nouveaux venus n'avaient pas le choix : pour être joué, il était obligatoire de passer par là [4]. Ce néoclassicisme était sans doute nécessaire (dans l'esprit de Pierre Boulez) pour ne pas instaurer une rupture définitive avec la musique classique soutenue et

entretenu par les conservatoires de musique et les salles de concert. Car l'expérimentation musicale est pratiquement inaccessible dans ce type de structure d'enseignement et de diffusion de la musique classique, voire même méprisée. Le conservatoire et le concert de musique classique entretiennent un réseau bien spécifique : achat et technique figée d'un instrument de musique (classique), achat et lecture de partitions (classique) pour une audience de concerts (classique) : beaucoup de corps de métiers y sont attachés et ne désirent en aucun cas rompre cette coutume. Un contexte résolument hostile à la musique expérimentale contemporaine. Aujourd'hui règne dans les salles de concert et festivals de musique savante, le néoclassicisme post-sériel qui est considéré comme étant « la musique contemporaine » d'aujourd'hui et où les autres compositeurs (qui ont d'autres idées de penser la musique aujourd'hui) sont oubliés volontairement [5].

Notes

[3] qui fait suite au mouvement « spectral » installé par les musiques de Gérard Grisey et suivi par Tristan Murail et par Kaija Saariaho pour les plus médiatisés. Dans la continuité des recherches de nouveaux timbres électroniques par ordinateur (manipulations spectrales) débutées par Jean-Claude Risset et d'autres inconnus dans les années 60 et 70.

[4] Nous pouvons constater comment il est dangereux de confier à Un seul compositeur tant de pouvoir de décision et dont le résultat générationnel est une mauvaise copie de son « penser la musique aujourd'hui ». Mais la France aime collectionner les monarques et s'y soumettre. La diversité en musique (ici savante) est une condition sine qua non à la liberté d'expression qui aujourd'hui n'existe pas.

[5] Le directeur actuel du conservatoire de Paris parle de « rupture » et de « continuité » : ses références viennent majoritairement de la musique classique et il fait abstraction de toutes les révolutions musicales des « 30 glorieuses ». Son exemple de Beethoven et Mozart est flagrant où l'un (dit-il) est en rupture et l'autre en continuité : « la musique de Mozart ressemble à ses contemporains » (sic) : alors pourquoi ne sont-ils pas joués autant que lui ?

4.

L'accession au plein pouvoir de **l'Église** correspond à l'interdiction de l'éligibilité des femmes (XIIe siècle), à la normalisation (l'industrialisation) de la charité autrement dit à l'enrichissement au nom de la pauvreté (XIVe siècle) et à l'institution permanente de la violence par la généralisation de la terreur de l'Inquisition (du XIe au XVIIIe siècle). Ce qui signifie que le patriarcat dur a été institué par l'Église pour une domination masculine absolue. Au contraire de la royauté laïque avant le XIIe

siècle (notons qu'en sortie du féodalisme aucune femme n'est devenue reine sur le territoire français). Notons aussi que l'université a été créée au XIIe siècle en réaction à la domination trop envahissante de l'Église et de la monarchie sur la connaissance. Notons que la censure, le dogme et la propagande sont des « inventions » ecclésiastiques.

5.

Pourquoi ?

Pourquoi les Français n'aiment-ils pas se mélanger ?

Pourquoi les Français créent-ils des clans pour initier des querelles ?

Pourquoi les Français ont-ils le besoin d'admirer et de suivre un chef ?

Pourquoi les Français ont-ils rendu les espaces publics, propriété de l'État ?

Pourquoi les Français se laissent-ils dominer par les politiques ?

Pourquoi les Français se sont-ils privés volontairement de leur liberté ?

Toutes ces questions se résument en une seule : pourquoi les Français n'aiment-ils pas la musique ?

Réponse : Par **propriété**.

D'après le Robert, le sens moderne du mot « propriété » apparaît en français au XIIe siècle* (bien avant la Guerre de Cent Ans qui dura de 1337 à 1453 et qui est le point de départ de la naissance de la propriété de l'État et du nationalisme à qui on paye le droit de résidence par l'impôt). En français le contraire (l'antonyme) de « propriété » est le mot « privation » et le mot « impropriété » (contre 83 synonymes laudatifs)**. On comprend alors pourquoi le sens de l'appropriation dans la culture occidentale est l'activité majeure qui s'impose petit à petit à partir du XIIe siècle. Propriété n'a pas de contraire (d'antonyme) autre qu'humiliant et péjoratif. Une personne sans propriété est une personne sans qualité, qui existe difficilement ou qui vit sur le seuil permanent de la mort : c'est-à-dire en danger permanent dans une position inconfortable. Il suffit de constater comment sont traitées les populations nomades (condamnées de vagabondage) dès le XVIe siècle par les populations sédentaires dominantes. Pour le sédentaire, ne pas être propriétaire, c'est, ne pas exister pleinement. Cela paraît étonnant qu'aujourd'hui encore l'acte d'appropriation soit toujours majeur : c'est-à-dire, « avoir » plus qu'être. L'avoir plus que l'être. Avoir (accumuler) est plus important que vivre des expériences (surprenantes) de la vie qui nous est donnée. Dans le sens commun, il est impossible (difficile) de jouir d'une existence épanouie sans être propriétaire : sans pouvoir

s'approprier quoi que ce soit. La privation (d'après les dictionnaires) entraîne : la Dépossession puis la Confiscation puis le Manque puis la Pauvreté puis le Renoncement et finalement l'Abnégation. Le sens de la propriété est emprunté au latin « proprius » en français : propre qui signifie : « qu'on ne partage pas avec les autres », propre est le contraire de sale (qui se partage ?). Propriété signifie dans notre langue moderne : être propre et ne pas partager avec les autres, c'est-à-dire : agir en égoïste dans sa propriété morale, c'est-à-dire : n'avoir aucun scrupule à l'hostilité manifeste. Être sale et sans bien est la pire condition qu'un être humain puisse « avoir » selon nos sociétés de culture occidentale sédentaire. Être pauvre c'est être rongé de remords qui glorifie la culture du salaud (1597 vient du mot « sale » qui vient du francique « salo »), c'est-à-dire ceux qui n'ont pas de remords : les innocents qui mentent pour gouverner. Il est convenable dans cette idéologie propriétaire, d'avoir sa propriété propre, mais il est inconvenant d'être dépossédé et sale. Mais qu'est-ce qu'être sale ? Ne pas adhérer à la domination sédentaire ? Il est convenable d'être animé par l'avidité, mais il est inconvenant d'être altruiste (mot soutenu indique le dictionnaire). L'égoïsme est la qualité majeure du propriétaire (sinon il ne pourrait l'être). Le mensonge est la qualité (première) qui favorise l'enrichissement pour manipuler et tromper les autres (escroquerie et mystification). L'État sur le modèle bourgeois développe

le mercantilisme dans la tradition propriétaire de la bourgeoisie naissante du XIIe siècle. Le mercantilisme d'État profite aux biens des personnes privées propriétaires : le « domaine public » (de domaine, espace des dominants) est l'expression de la privatisation de ses intérêts par la privation du public : un domaine autorisé au public : où le public se prive pour payer : pour faire exister le dû. Dans la permanence. Puis dans la normalité. Dans « la servitude volontaire ». Le fait de devoir payer le fait d'exister sur la Terre. De créer une classe dominée qui se prive d'exister pour soit pour exister pour une classe dominante propriétaire et qui justifie le rôle du dépossédé : celui d'être pauvre. Un humain de la classe des dominés paye dès sa naissance le droit d'exister.

La définition du « pauvre » (approuvée par l'encyclopédie Universalis à l'article : Histoire sociale - Histoire des pauvres) est : « Les pauvres sont ceux qui, par eux-mêmes, sont incapables d'assumer pleinement et librement leur condition d'homme dans le milieu où ils vivent » (sic) article écrit par Michel Mollat du Jourdin (au nom de famille aristocratique dont la classe sociale est financée par les rentes. L'aristocratie n'a pas de métier, elle vit de ses rentes). Être pauvre c'est (dans l'idée de la culture occidentale de domination) être puni où précarité et déchéance sont synonymes. La liste des pauvres est précisée en : « frustrés, laissés-pour-compte,

marginaux, asociaux, chômeurs, mal payés, infirmes et ratés ». Et cette liste de Michel Mollat du Jourdin n'exclut pas les mystiques : les pauvres volontaires. Mais il semble oublier les artistes : état ou classe inclassable à la fois riche et pauvre de marginaux intégrés et indépendants dont personne ne peut se passer tout en voulant les ruiner...

La musique ne peut pas ne pas se partager avec les autres, ce qui fait que la musique est impropre à la propriété.

Dans les affaires financières et politiques, les paradoxes artificiels sont légion, ils troublent le sens de sa vie pour garder son « enrichissement propriétaire ».
Attitude incompatible avec la musique.

La propriété invente la convoitise

La propriété invente le Code

La propriété invente le droit

La propriété invente le droit à être rémunéré

La propriété invente la rémunération (la rente, le salaire)

La propriété invente le paiement (la punition)

La propriété invente le vol

La propriété invente la prison

La propriété invente la terreur

La propriété invente la violence

La propriété invente la guerre

La propriété confond la possession
La propriété possède puis domine et asservie
La propriété invente l'inégalité (des pauvres qui servent
les riches)
La propriété invente la pauvreté
La propriété invente la criminalité

« Un bon pauvre est un pauvre soumis (dépossédé) et il « mérite » la charité (la pitié). Les autres (les pauvres insoumis) méritent la prison : le châtement de la dépossession de soi (la potence) » (sic). Punir selon la loi, c'est déposséder le punit en le faisant payer, puis en le dépossédant de ses « biens » et pour ceux qui n'ont rien, en les dépossédant de leur soi, par le régime humiliant des prisons. « Pour attacher un dépossédé à son service, il suffit de lui faire croire qu'il deviendra aussi un possédant » (sic) : un enchaînement par la mauvaise foi. Au XIVe siècle, « les pauvres devenaient une richesse disponible pour des démagogues ambitieux de l'Église ». Le pauvre autrement dit le nécessiteux justifie la nécessité de l'esclavage, le nécessiteux justifie la nécessité de l'obligation de travailler pour mériter son existence pauvre qu'il accepte. La pauvreté permet de baisser les payes toujours plus bas, un marchandage toujours vers l'encore moins, auquel le nécessiteux se soumet. Être pauvre est celui ou celle qui désire être riche. Les riches ont besoin des pauvres (qu'ils entretiennent près d'eux) pour constater et jouir de leurs

richesses. **Sans pauvres, pas de riches. Sans riches pas de pauvres.** Ceux qui sont indifférents à cette partition arbitraire en opposition détruisent la réalité de cette confrontation qui n'a de sens que pour ceux motivés à vivre dans ces rôles en mal de reconnaissances. *Ces opposés se créent pour se reconnaître dans la flatterie et l'humiliation* : est-ce vraiment exaltant ? Pour cesser le jeu, il suffit de ne plus jouer.

Si le mot « propriété » apparaît dans la langue française, c'est uniquement (comme pour tous les mots) par nécessité. Cette nécessité vient s'imposer au XIIe siècle contre le féodalisme des familles régnantes opposées à une bourgeoisie urbaine naissante qui s'enrichit. Revendiquer un « à moi » qui ne l'est pas, justifie la nécessité de la propriété garantie au-delà de la mort par filiation de ceux qui sont lésés par leur naissance non noble. La naissance de l'urbanité trouble les territoires et demande une « mise en évidence » de ce qui appartient à qui, par des codes de loi : qui est propriétaire de quoi. Puis la police (la violence) va s'organiser petit à petit pour protéger les fortunes grandissantes et soumettre les esclaves pauvres à l'obéissance permanente.

Notes additionnelles

* 1. Jacques Le Goff nous dit que : « Aux XIe et XIIe siècles, ce qui ranime les villes ou en crée de nouvelles,

c'est l'activité économique. La division du travail, l'apparition d'artisans et de marchands, groupés en général près d'un portus ou marché, ou dans un bourg, voilà le moteur du renouveau urbain. De nouvelles catégories socio-professionnelles apparaissent. Artisans, marchands, bourgeois, pour libérer leurs activités du carcan (système) féodal et secouer le joug seigneurial, cherchent, souvent par la force, à obtenir des garanties économiques et politiques, des privilèges, des franchises ou libertés. » Puis supra : « la fragmentation du droit de battre monnaie accaparé par les seigneurs hauts justiciers et le développement des échanges à moyen et grand rayon d'action entraînent la multiplication des espèces (...). La nécessité s'imposa d'avoir recours à des changeurs. On les voit (par exemple) solidement installés à Paris, au XIIe siècle sur le Pont-au-Change. » : c'est la naissance des banquiers qui règnent aujourd'hui 900 ans après. Le XIIe siècle est aussi la naissance des corporations qui revendiquent un peu partout sur le territoire, leurs « droits » à être propriétaires et qui ne seront accordés aux paysans qu'au XVIIIe siècle des Lumières.

** 2. Les 83 synonymes du mot propriété sont : Utilisation — consommation, détention, jouissance, possession, usage, usufruit, utilisation. Possession — argent, avoir, bien, capital, cassette, épargne, fonds, fortune, fruit, gain, investissement, liquidités, masse,

numéraire, patrimoine, pécule, placement, portefeuille, possession, produit, richesse, trésor, valeur, deniers, finances, magot, sac. Patrimoine — apanage, bien, domaine, fortune, héritage, légitime, legs, majorat, patrimoine, succession, douaire (à l'épouse), hérédité, hoirie, défroque. Terre — bien-fonds, (biens) immeubles, domaine, foncier, fonds de terre, immobilier, propriété (foncière). Monopole d'utilisation — brevet, copyright, droits d'auteur. Adéquation — adéquation, convenance, efficacité, exactitude, justesse, pertinence, vérité, véridicité, congruité. Qualité — attribut, caractère, caractéristique, marque, particularité, propre, qualité, signe, spécialité, spécificité, trait. Louable — mérite. Capacité — capacité, pouvoir, vertu, faculté

3. Extrait du Littré au mot PROPRIÉTÉ : « Il faut se ressouvenir que le fondement du pacte social est la propriété ; et sa première condition, que chacun soit maintenu dans la paisible jouissance de ce qui lui appartient », Jean Jacques ROUSSEAU. Économie politique. « Le respect pour la propriété s'étend de jour en jour jusque chez les nations les moins éclairées », RAYNAL, Hist. phil. XIII, 54. « à qui, barbares, ferez-vous croire qu'un fils puisse être la propriété d'un père ; une femme, la propriété d'un mari ; un domestique, la propriété d'un maître ; un nègre, la propriété d'un colon ? » ID. ib. XI, 24. « La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus

absolue », Code Nap. art. 544. « La propriété des biens s'acquiert et se transmet par succession, par donation entre vifs ou testamentaire, et par l'effet des obligations », ib. art. 711. « La propriété d'un trésor appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds », ID. art. 716. « Quelle est la sauve-garde de la propriété ? le gouvernement », CAMBACÉRÈS, Inst. scienc. mor. et pol. t. III, p. 4. « La société, en constituant toute propriété, a trois objets en vue : rémunérer le travail, perpétuer la famille, accroître la richesse publique », LAMARTINE, Rapport à la chambre des députés, Propriété littéraire.

4. Extrait du dictionnaire philosophique de Voltaire au mot PROPRIÉTÉ : « Il est certain que le possesseur d'un terrain cultivera beaucoup mieux son héritage que celui d'autrui. L'esprit de propriété double la force de l'homme. On travaille pour soi et pour sa famille avec plus de vigueur et de plaisir que pour un maître. L'esclave qui est dans la puissance d'un autre, a peu d'inclination pour le mariage. Il craint souvent même de faire des esclaves comme lui. Son industrie est étouffée, son âme abrutie ; et ses forces ne s'exercent jamais dans toute leur élasticité. Le possesseur, au contraire, désire une femme qui partage son bonheur, et des enfants qui l'aident dans son travail. Son épouse et ses fils font ses richesses. Le terrain de ce cultivateur peut devenir dix fois plus fertile qu'auparavant sous les mains d'une

famille laborieuse. Le commerce général sera augmenté ; le trésor du prince en profitera ; la campagne fournira plus de soldats. C'est donc évidemment l'avantage du prince. La Pologne serait trois fois plus peuplée et plus riche si le paysan n'était pas esclave. »

5. Aujourd'hui, les biens des propriétaires sont hypothéqués par les banquiers qui abusent de leur pouvoir d'appropriation dans l'accord de crédits. Les vrais propriétaires d'aujourd'hui sont les banquiers. « Dans tout le reste de l'Europe, le commerce n'a fleuri, les arts n'ont été en honneur, les villes ne se sont accrues et embellies, que quand les serfs de la couronne et de l'Église ont eu des terres en propriété. » Qu'est-ce qui a permis la prospérité de l'Europe : la suppression de l'esclavage ou l'accession à la propriété ? Un terrain garantit appartenir à moi et à ma descendance.

6. Aujourd'hui, les paysans sont dépossédés de leurs terres par leurs endettements auprès des banquiers. Pour Voltaire, la propriété supprime l'esclavage : « Ainsi dans les états autrichiens, en Angleterre, en France, vous voyez le prince emprunter facilement de ses sujets cent fois plus qu'il n'en pouvait arracher par la force, quand les peuples croupissaient dans la servitude. » Aujourd'hui la propriété est une forme de l'esclavage qui asservit dans la violence (d'être forcé à obéir) par des engagements usuriers inévitables et qui offrent des droits

à tous les abus de ceux qui accumulent à la limite de la légalité (voire au-delà) et protégés par une armée d'avocats et de juges acquis dans une corruption légalisée. Être propriétaire, asservit à payer en permanence (le fruit de l'usure). L'endettement ne fait jamais un propriétaire.

7. Aujourd'hui, la propriété intellectuelle fait des ravages jusqu'à revendiquer la propriété du vivant comme des molécules artificielles ou des nanotechnologies qui envahissent nos corps d'humains (sans être informé) : « bientôt chacun paiera les marques de ses propriétaires reconnues dans son corps pour les avoir absorbées ou pensées » : mais sont-elles conçues pour laisser ses marques ? Les marques incrustés des outils que l'artiste utilise pour la réalisation de son oeuvre. La propriété intellectuelle des oeuvres d'art multipliables (musique enregistrée, films, livres, etc.) empêche aujourd'hui chacun de se cultiver car cet accès est payant et représente une somme considérable. Le nombre considérable d'oeuvres reproduites à accès payant limite leurs connaissances et discriminent un grand nombre d'oeuvres rendues inaccessibles par la propriété intellectuelle dont l'auteur est dépossédé. La gratuité s'impose pour la culture et l'artiste doit imaginer un autre moyen que le droit d'auteur (droit qui signifie sans euphémisme : être payé gratuitement ou recevoir un bien gratuitement, oui le droit côtoie le privilège) pour avoir

les moyens de son existence (dans la communauté). Le droit d'auteur des compositeurs est un prétexte pour enrichir des parasites : les acteurs des prélèvements anonymes et détournés qui se servent des noms des artistes pour justifier leur violence (interventions policières et extorsions forcées) sur des auditeurs criminalisés. Et dont les artistes ne reçoivent qu'un maigre pourcentage de ce qui leur est vraiment dû. « les droits revendiqués (d'un groupe) risquent de ressembler tôt ou tard à des privilèges » nous dit Guillaume Carnino, les droits d'auteurs ont déjà dépassé le statut de privilège pour devenir un outil répressif envers la population et les nouvelles générations. De plus, l'argent (l'enrichissement) et l'art ne font pas bon ménage : l'argent corrompt l'art : nous avons un parfait exemple avec le monde des arts aujourd'hui. Dans la propriété intellectuelle, tout est faussé et elle ne tiendra pas dans le temps : elle sera abolie et remplacée par des labels de respect de l'oeuvre comme le copyleft (copie permise ou laissée) et autres GNU déjà en fonctionnement embryonnaire.

8. Au **XIVe siècle, première crise monétaire génératrice de famines** qui aurait dû éclairer ses belligérants de la fragilité et de l'instabilité du système monétaire dans la gestion des besoins d'une « nation » hétérogène. Jacques Le Goff nous dit : « L'expansion de l'économie monétaire, si elle n'a pas créé la crise, l'a

empirée. La masse monétaire ne peut s'accroître par suite de l'épuisement des anciennes mines (particulièrement sensible en France, avec l'argent du Massif central et du Poitou) et de la crise monétaire orientale. Les seigneurs, devenus par l'évolution de la rente féodale non plus des exploitants directs, mais des rentiers du sol, voient leurs revenus diminuer avec l'avalissement de la monnaie et des dévaluations : ils tentent d'y remédier par une réaction féodale puis par le recours à la guerre, les pillages et les rançons étant source de profits. Victimes aussi de l'évolution monétaire, les finances royales, que la monarchie ne parvient pas à alimenter par un impôt régulier, connaissent des difficultés qui paralysent la royauté. La crise seigneuriale aggrave une crise du commerce de luxe, surtout sensible dans le domaine de la draperie. Les grands centres traditionnels régressent, au profit des petits centres de la "nouvelle draperie", qui fabriquent des produits de qualité inférieure, mais moins chères. » Même aujourd'hui, avec toutes les technologies de contrôle des flux monétaires, les crises sont imprédictibles (ou sont dites comme telles) et se suivent, et dont la principale cause est l'avidité malade. Le système monétaire est un système irresponsable qui ne tient pas compte de la vie humaine : n'est-il pas temps de s'en débarrasser ?

Lectures

. Bronislaw Geremek : La potence ou la pitié, l'Europe

des pauvres du Moyen Âge à nos jours (1978, traduction française 1987).

. Pierre-Joseph Proudhon : Qu'est-ce que la propriété (1840)

. Pierre-Joseph Proudhon : Théorie de la propriété (1862)

. Michel Foucault : Surveiller et punir (1975)

. Jacques Le Goff : La Civilisation de l'Occident médiéval (1964)

. Michel Mollat du Jourdin : Histoire sociale - Histoire des pauvres (encyclopédie Universalis 2009) pour la conviction du point de vu; altération du savoir.

. Pierre Bourdieu (sous la direction de) : La Misère du monde (1993)

. Henry David Thoreau : Walden (1854)

octobre 2010

6.

Ce 26 octobre 2010, ma colère c'est enfin apaisée. Je l'ai portée depuis plus de 40 ans pour avoir vécu l'injustice. Elle m'a empêchée de me détendre pendant tant d'années. Sans détente complète, le jeu instrumental dans la musique est un supplice. La révolte et sa réponse la provocation en permanence relève le fait de la contrôlabilité de soi humain dans l'incontrôlabilité de sa condition humaine. L'arrogant suffisant dirait « une maladie à soigner ». Ça fait du bien de lâcher. Quelle vie.

5.

public / privé *déséquilibrés* :
la malversation est imbriquée là

Les fonctionnaires qui travaillent pour le Trésor public, savent-ils qu'ils alimentent directement le conglomérat des banques privées ? Savent-ils aussi que leur salaire est payé par la communauté (les impôts) ? N'y a-t-il pas ici une fausse note ? une exaction qui détourne l'argent public (= le travail du citoyen) au profit des banques privées gérées par la banque centrale (la Banque de France puis la Banque européenne et le Fonds monétaire international : FMI, etc.) qui encaisse les intérêts des emprunts bancaires de la Nation et les redistribue à ses membres actionnaires, dont les politiques retirent leurs

intérêts privés. Ainsi, toutes les amendes et une partie des impôts sont directement versées aux banques privées (par l'intermédiaire du Trésor public géré par la Banque de France : dans des caisses difficilement investigables) pour le « remboursement direct de la dette » (sic) privée du gouvernement. Argent qui devrait servir toute la collectivité et non quelques investisseurs privilégiés. Les fonctionnaires travaillent indirectement pour les banques et les investisseurs privés (minoritaires), tout en étant payés par les impôts publics (majoritaires) [7]. Gouverner, n'est-ce pas une position trop aisée à la malversation ? et être gouverné, une hypocrisie irresponsable ? tout comme gouverner.

Trésor Public = Banque de France = conglomérat des banques privées qui se servent les premiers au nom de la dette publique dont personne n'a rien demandé.

Note

[7] Il existait une tradition spécifiquement française d'économie mixte, mi-publique, mi-privée, où le dialogue et l'équilibre entre les représentants des intérêts privés et sociaux et l'État étaient permanents. Mais à partir d'avril 1991, le socialiste Michel Rocard (sous la pression de l'oligopole financier français ?) entame la privatisation des entreprises nationales : de 1993 à 1998, les recettes des privatisations rapportent 50 milliards

d'euros au Trésor public, selon l'estimation du gouvernement français. Sachant que la Banque de France (reprivatisée en 1973 par Georges Pompidou) gère les comptes du Trésor public pour le compte du regroupement des banques privées, chacun se pose alors la question : à quoi a servi l'argent de ces privatisations ?

4.

Elire = (se) tromper

Les gouvernants « élus par la population » est une erreur : il n'y a aucune réelle élection démocratique par la population : la population n'a aucun pouvoir d'élire, seulement celui de se faire croire qu'elle possède le libre choix d'élire par l'action de voter : une mise en scène dont nous sommes les acteurs. Voter ne choisit pas, mais confirme les élus. Georges Pompidou puis Valérie Giscard d'Estaing puis François Mitterrand puis Jacques Chirac puis Nicolas Sarkozy sont de la même famille politique : tous obéissent à l'oligopole de la finance qui a approuvé leur candidature. Tout comme la population qui approuve en votant pour X ou Y le non-choix qui lui est proposé (X ou Y font partie d'un seul ensemble : la « classe dominante » qui protège ses intérêts contre la population). Population qui a appris par coeur dans les écoles à croire ce qui lui est dit (obéir à l'autorité de la domination) qui ne doute de rien. Il n'y a aucune mise en

doute de la part des « enfants » (= ceux qui ne parlent pas) et de l'opinion publique (= ceux qui n'existent pas) et l'opinion des individus se manipule facilement avec l'arme de l'indignation. C'est le regroupement des intérêts des banques géré par la Banque de France (depuis son indépendance) qui influence l'élection du président de la République (approuvée par le vote populaire) dans l'intérêt du remboursement de la dette de l'État aux banques privées : dans le cas contraire, **le conglomérat des banques a le pouvoir** de menacer de stopper ses prêts financiers et **de détruire** l'État [6] (**l'ensemble des services publics d'une nation**) si ce n'est déjà fait.

Note

[6] Voir aussi la note de mars 2010 sur cette page, à propos du paradoxe du vote révélé par Condorcet au XVIII^e siècle.

3.

L'attitude capitaliste dans les institutions publiques

L'attitude capitaliste de faire fructifier ses acquis et protéger ses intérêts se retrouve dans tous les esprits de toutes les classes ou presque. Ainsi que dans les institutions publiques (considérées comme service public) qui ne sont pas censées appliquer cette attitude :

les ministères de l'État pour l'octroi de subventions (récupérées à plus de 50% par le biais des charges sociales et des taxes) ou la Sacem qui retire un intérêt (15% officiellement annoncé plus les cotisations, etc) des « droits d'auteurs » perçus, etc. Le système capitaliste favorise le parasitage : les parasites (intéressés), au lieu de celles et ceux qui produisent effectivement pour la communauté. Celles et ceux qui produisent pour la communauté sont pénalisés par les intérêts financiers de leurs emprunts bancaires (dettes) obligés et des taxes qui payent la dette de l'État envers les banques privées. La dette de l'État (du gouvernement) envers les banques privées à travers la Banque de France privée ne peut pas être une dette de la communauté (autrement dit une contribution aux dépenses dans l'intérêt de tous) puisque les financements publics ne peuvent satisfaire tous les citoyens qui n'ont pas pris la décision d'endetter la communauté.

Les **parasites gouvernants** sont soutenus par les **parasites gouvernés**, ces esclaves qui obéissent sans se poser de questions de la signification de leurs rôles dans la communauté. La police est un exemple parlant : les fonctionnaires protègent les intérêts du gouvernement (acteurs de l'oligopole financier) plus que la vie et du bien-être des citoyens : constatons pour cela les répressions abusives et sans appel (amendes et violences) des citoyens pour alimenter le Trésor public

géré par le regroupement privé des banques en France : la Banque de France dont la police et les fonctionnaires sont les jouets serviles. Les institutions, en cas de « défaut de paiement », se servent directement dans les comptes bancaires des particuliers ou des entreprises à travers le Trésor public géré par la Banque de France. Un compte bancaire n'est pas un « coffre fort » inviolable de valeurs privées, mais une réserve de promesses de paiements publiques chiffrées, au nom du payeur. L'argent comme les chiffres est virtuel : c'est une promesse que chaque individu se « donne » les moyens de payer (de tenir ses promesses de remboursement) par son travail (action rémunératrice).

2.

le rôle de **la Banque de France**

La Banque de France est-elle au service de l'État (de la population) ou aux services des intérêts financiers privés ? La Banque de France est-ce une Banque Nationale publique (liée au Trésor public) ou une association privée des banques françaises ?

La Banque de France est une oligarchie privée qui depuis 1800, grâce à Bonaparte (à la suite de la Banque d'Angleterre en 1694 [1] et de la Banque d'Amsterdam en 1609 [2]) permet aux banques privées de France de

gouverner et choisir la politique monétaire à suivre et les gouvernements politiques de ce pays en fonction de leurs intérêts financiers [3] [3']. Nationalisée en 1945 par de Gaulle afin de réduire son pouvoir mondial par ses abus désastreux (comme la provocation de guerres par son soutien à des régimes politiques fascistes allemand (nazi) et espagnol (franquiste), bénéfiques aux intérêts financiers, mais pas pour les populations), la Banque de France a fait l'objet en janvier 1973 d'une « remise en liberté » (privatisation) grâce au Président de la République et banquier : Georges Pompidou (directeur général de la banque Rothschild [4] à Paris de 1959 à 1962) et son premier ministre Valéry Giscard-d'Estaing (ancien ministre des Finances). La Banque de France est devenue totalement indépendante sous le gouvernement Mitterrand-Chirac depuis le 4 août 1993 (année de l'entrée en vigueur du grand marché unique européen). La Banque de France est la seule organisation habilitée à émettre les billets de banque français (les francs puis les euros). Si le gouvernement désire financer un projet, il est obligé de s'endetter auprès de la banque de France (depuis 1973, l'Etat public c'est transformé en gouvernement privé et a maquillé la transformation en crise du pétrole pour que l'augmentation des intérêts et les licenciements massifs paraissent « naturels »). Malgré son statut privé de travailler dans l'intérêt du groupement des banques privées de France, la Banque de France obtient du gouvernement : « la tenue du compte

du Trésor public », la « gestion de la dette publique », la « tenue des comptes courants des bons du Trésor », la « balance des paiements », le « secrétariat des commissions de surendettement ». La Banque de France est liée au Trésor public, elle intervient dans sa gestion : c'est en cela que la politique monétaire n'est pas en faveur de la population, mais dans l'intérêt des banques privées, exemple : le « pouvoir de saisie » des biens et comptes bancaires « privés » des particuliers et entreprises. La Banque de France a cet immense privilège et le monopole de contrôler tous les paiements en amont et en aval de tous les payeurs (emprunteurs et investisseurs, publics et privés) ; elle gère l'argent du Trésor tout en se faisant payer par l'Etat. Banque des banques, la Banque de France a constitué un fichier national codé (à l'usage exclusif des banques privées) des clients (particuliers et entreprises) qui regroupe toutes les informations nécessaires pour connaître leurs niveaux d'obéissance à payer : « incidents de paiement », « centralisation des chèques émis », « incidents de remboursement des crédits par les particuliers ». Elle est la garante des intérêts bancaires payés par tous les emprunteurs (particuliers, entreprises et État) [5].

Notes

[1] « Fondée en 1694 par un groupe de marchands londoniens pour prêter 1 200 000 livres au roi Guillaume

III en échange de l'octroi du privilège d'émission, la Banque d'Angleterre (Bank of England, B.O.E.) obtint en 1709, avec le renouvellement de sa charte, le monopole de l'exercice en société de la fonction bancaire » (EU). La puissance ainsi acquise lui permet de gérer les flux financiers en aval (les débiteurs) et en amont (les prêteurs). La monarchie a donné son pouvoir politique aux prêteurs sur gages et a ainsi créé le capitalisme : c'est-à-dire la possibilité de créer de l'argent avec de l'argent (pour son enrichissement personnel) avec le travail des autres.

[2] La Banque d'Amsterdam créée en 1609 était la seule qui centralisait les virements commerciaux en Europe par l'émission de chèques de banque.

[3] La Banque de France c'est fondé sur le modèle de la « banque centrale » créée en Angleterre en 1694 à la suite de la Banque d'Amsterdam en 1609. La Révolution française en 1789 a ouvert la prise du pouvoir par les banques (prêteurs sur gages) aux dépens de la monarchie aristocratique, la mise en place de Bonaparte et la création de la Banque de France en 1800.

[3'] Les politiques sont des hommes d'affaires qui préservent dans le mensonge leurs intérêts financiers. L'exemple caricatural est l'élection en Italie de Silvio Berlusconi. En France et ailleurs, ces personnes semblent plus discrètes.

[4] La dynastie Rothschild commence avec Mayer Amschel à Francfort en 1756 avec l'enseigne Rotes

Schild (écusson rouge) qui servira de patronyme à la famille. « De son mariage, il a cinq garçons. Placés chacun à la tête d'une filiale européenne de la société familiale, Amschel à Francfort, Nathan à Londres, James à Paris, Salomon à Vienne et Kalmann à Naples », l'empire bancaire Rothschild est créé et le modèle des investissements internationaux massifs.

[5] Si ces oligopoles de la finance peuvent exister, c'est bien grâce à l'approbation des populations serviles qui croient à l'enrichissement personnel (pour rejoindre « l'élite » des millionnaires ?). Qui y a-t-il derrière une vie de millionnaire pour faire tant d'envieux et d'envieuses ? L'ennui (mais ils ne le savent pas).

Sources

. Alain Plessis :

« 1964, Londres invente la banque centrale » (1994, L'Expansion)

« Histoire des banques en France » (pdf)

« Histoires de la Banque de France » (Albin Michel, 1998)

« Alain Plessis, La Banque de France et ses deux cents actionnaires sous le Second Empire » par Jean Bouvier (<http://www.persee.fr>)

. Annie Lacroix-Riz :

« Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930 » (Armand Colin, 2006)

- . Recoupements encyclopédiques.
- . le site de la Banque de France www.banque-france.fr

1.

Manipulation de l'histoire pour une réalité à cacher

Pourquoi masquer et dissimuler les faits réels de l'histoire ? Pourquoi les manuels scolaires regorgent-ils d'informations erronées à « apprendre par coeur » ? Pourquoi masquer et dissimuler à la population les intentions réelles des politiques financières au pouvoir ? et pourquoi dans ce sens manipuler l'opinion publique : lui faire croire des faits inexistants ? Si ce n'est que pour la tromper... et maintenir la population en esclavage.

0.

La télévision (le médium contrôlé par les financiers et les gouvernements sur lequel sont payées des taxes et où l'on trouve le coût publicitaire le plus onéreux : cette boîte (maintenant aplatie) dans chaque foyer) est le médium le plus efficace pour propager la mauvaise foi et le mensonge à la population qui s'en imprègne quotidiennement comme un divertissement pour soulager son labeur journalier. La télévision est l'outil par excellence de la propagande pour entretenir et propager la croyance (intentionnelle ou manipulée) de la vision du présent, du passé et du futur, cela constamment (dans l'habitude) médiatisée à travers l'image vidéo dont

nous sommes irrésistiblement attirés. Alors qu'elle pourrait être un outil de création artistique et non de manipulation du public.

septembre 2010

1.

Les ostréiculteurs et les compositeurs de musique hors-norme

Les ostréiculteurs tout comme les compositeurs de musiques hors-norme vivent le passage d'une offensive volontaire de leur profession. Les ostréiculteurs du bassin d'Arcachon sont envahis par les retraités-proprétaires qui ont pris par leur majorité le pouvoir politique du Cap Ferret. Les compositeurs de musiques hors-norme ont été évincés des lieux de diffusions par l'administration culturelle de l'Etat : les fonctionnaires de la culture (maîtres des subventions et des lieux « culturels »). Les ateliers maisonnettes des villages ostréicoles du Cap Ferret ont été peintes récemment de couleurs décoratives pour attirer les visites des touristes : les villages ostréicoles sont devenus des parcs d'attractions, au détriment de lieux de production d'huitres. Les musiques des compositeurs vivants hors-normes sont ignorées contre les musiques surjouées des compositeurs morts et passées. Les touristes rachètent les maisonnettes des ostréiculteurs pour en faire leur maison de vacances. Les amateurs de musique pensent qu'il n'existe plus de musique hors-norme originale. Les décisions de « touristifications intensives » sont votées par les conseils municipaux du bassin d'Arcachon dont les retraités-proprétaires saisonniers (le temps des

vacances) sont majoritaires. L'Administration possède le monopole du financement des arts et de la musique et a pris le pouvoir de décider quelle musique sera entendue ou pas (financée ou pas). Dans les deux cas, l'usurpation du pouvoir (par les retraités-propriétaires saisonniers pour l'un et les fonctionnaires de l'Administration pour l'autre) génère le déclin des professions productives par la confiscation de leurs moyens de travail : le pouvoir de décider eux-mêmes pour eux-mêmes.

août 2010

3.

Sexe & suicide 2 tabous tenaces

Le sexe et le suicide sont deux tabous très tenaces. Le sexe qui est réduit à du narcissisme et à de la démonstration performante, ne peut que frustrer tous ses « concurrents » c'est-à-dire nous tous, qui sommes conditionnés. Le sexe, contrairement à ce qui est cru, n'est pas une « mission à gagner » avec un masculin triomphant d'une féminine objet de séduction. Dans cette condition, il ne peut y avoir de véritables orgasmes. Les orgasmes sont le résultat de profonds plaisirs de dialogues corporels. Dans notre conditionnement soumis, les orgasmes sont confondus avec le relâchement d'une tension continue envers « l'objet » accompli : « la terrible copulation » enfin consommée, dont chacun a peur « de ne pas s'en sortir » sans humiliation. L'hypocrisie de la sexualité dans nos sociétés est si intense qu'elle entretient la frustration même jusqu'à la perversion dangereuse allant jusqu'au meurtre que se permettent « les puissants » privilégiés : ceux à qui on autorise de se faire gouverner et de se faire penser pour les servir. L'existence des films et des images pornographiques est le résultat de ce conditionnement (pas le résultat de la frustration). Le film et l'image pornographique commandent une attitude précise et obligatoire. Le film et l'image pornographique

glorifient nos sociétés hypocrites patriarcales en montrant des mâles mécanisés et des femelles objets. Le film et l'image pornographique montre une norme irréalisable (irréelle) imposée par les censeurs complices de l'endoctrinement pour qui l'amour doit être consommé « seulement pour faire des enfants » : pour donner de la main-d'oeuvre esclave nécessaire au maintien des privilèges d'une minorité élue. Dans nos sociétés, le plaisir du sexe est toujours interdit pour que les esclaves travaillent.

Pire que le sexe, le suicide est le tabou considéré comme innommable. Pourquoi autant de crainte ? La crainte du suicide se comprend à travers la nécessité de la main-d'oeuvre. Le suicide est l'attitude ultime du refus de l'autorité et de la domination. Sans autorités ni dominations, nos sociétés ne fonctionneraient plus au profit de quelques privilégiés. Avec la mort des esclaves, il est impossible de cultiver les privilèges. Le travail obligatoire cultive les privilèges. L'acte de suicide dénie cette soumission jusqu'à avoir le courage innéespéré de se donner la mort : de ne plus exister, pour faire exister les autres. Quand il y a suicide, il y a sacrifice : c'est un don de soi, un acte d'amour envers la société. L'intention généralisée de suicide montre que nos sociétés nient l'accomplissement de soi pour une soumission forcée refusée par soi. Le vrai taux des tentatives de suicide n'est jamais révélé : environ 37 % de la population

(d'après les chiffres de Stanley Milgram concernant le taux d'obéissance aveugle de la population). Dans nos sociétés, le suicide est interdit pour que les esclaves travaillent.

2.

La « middle class » américaine est dangereusement obéissante et irréfléchie des conséquences de sa soumission d'esclave. Elle construit et renforce gentiment et **avec courtoisie un état totalitaire d'intolérances.**

1.

Les « comportements considérés comme éliminatoires »

La peur de ne pas obtenir un emploi rémunéré est tenace. Etre employé devient synonyme de tranquillité mentale, c'est-à-dire échapper à l'angoisse du rejet social. Et chacun s'efforce de ne pas être rejeté du marché de l'emploi (= du marché des esclaves). Les divers conseils des personnes « bienveillantes » qui veulent se faire remarquer se résument à peu près à ceci : « ne soyez pas vous-même au risque de ne pas être engagé ». Cela installe dans les esprits la toute-puissance de l'employeur et l'entretien de la schizophrénie sociale. Des conseils

pour un comportement-normalisé-par-des-règles surgissent ça et là régulièrement dans les médias : « n'abusez pas votre apparence », « communiquez, mais pas trop », « écoutez (= obéissez) », « ne détourner pas votre regard », « laissez le langage de la rue, dans la rue », « ne mentez pas », etc., tout ce qui est nécessaire pour être un bon esclave obéissant. Mais personne ne parle de compétence de travail...

juillet 2010

4.

Les complices du silence

Être complice est celui qui vu d'une autorité refuse la délation. Être complice est celui qui reste passif devant un acte d'agression. Les complices refusent de parler et d'agir, mais ne sont pas neutres. Les complices du silence sont celles et ceux qui subissent des lois abusives et qui ne montrent pas le courage de les dénoncer. Les complices du silence, sont celles et ceux qui se taisent face aux lois abusives, et qui n'ont pas le courage de les contrarier. La majorité est silencieuse, c'est une minorité qui pense et agit pour ou contre. La minorité qui agit pour est encore plus minoritaire, mais elle domine, elle gouverne : car elle s'est approprié le pouvoir. La minorité qui agit contre n'a pas assez de moyens pour stopper les abus de la minorité qui agit pour et la déposséder du pouvoir, car la minorité qui agit pour est obéie par la majorité silencieuse : les complices du silence. La minorité qui agit contre ne demande pas l'obéissance mais la responsabilité de ses actes. Les complices sont passifs : ils agissent toujours par délégation jamais par eux-mêmes. Les complices du silence, forment ce qui est désigné par le mot **peuple**. Le peuple n'a pas d'intention de vie, il se laisse guider par l'autorité qui s'impose à lui et qu'il légitime par sa peur et sa passivité qui n'a rien à dire que d'obéir. Voilà notre réponse à Étienne de la

Boetie (1530-1563) qui s'étonnait : « pourquoi un seul peut gouverner un million, alors qu'il suffirait à ce million de dire non pour que le gouvernement disparaisse ? » : cela grâce aux complices du silence (qui ne peuvent pas dire non puisqu'ils ne peuvent rien dire) : ceux qui n'ont pas d'intention de vie.

3.

Vivre ensemble ?

Il y a trois ans environ Eugène Chadbourne se produisait dans le club de jazz de Toulouse, aujourd'hui il se produit à Toulouse dans un squat. Il y a trois ans environ tout le monde se connaissait (Toulouse n'est pas grand) aujourd'hui chacun s'ignore. Que se passe-t-il ? Il y a ceux et celles qui se rangent dans l'obéissance (les peureux/ses) à illusoirement vouloir « gagner leur vie » pour soi et ceux qui résistent pour leur liberté pour soi dont leur espace et le nombre se rétrécissent (les courageux/ses). Et les autres ? **Chacun réfugié dans soi.** Surement et lentement depuis 37 années nous nous dirigeons dans le silence vers une dictature totalitaire et mécanisée (les machines gouvernantes) : « ce n'est pas ma faute, c'est l'ordinateur » (sic). Non pas à cause de ceux et celles qui gouvernent, mais une dictature souhaitée par chacun de nous par le fait volontaire de rentrer passivement dans la soumission à la fatalité de

l'obéissance (l'obéissance à l'habitude hébétée). Par la culture de la peur et de l'égoïsme. Cette attitude de soumission (par peur) puis d'incommunicabilité (par égoïsme) détruit le sens même de vivre ensemble : le sens de la communauté. Les esclaves ne parlent pas, ils s'exécutent et les autres périssent. Nous vivons **ensemble un suicide social**.

2.

LE FOOTBALL : PREMIERE VICTIME VISIBLE DE LA DECHEANCE DE NOS SOCIETES ?

N'est-il pas étonnant que la débâcle dissimulée de nos sociétés apparaisse à travers la débâcle des équipes de football favorites du Mondial 2010 ? N'est-il pas étonnant que les symptômes du néolibéralisme apparaissent dans la dépression des joueurs de football du Mondial 2010 ? Personne ne s'attendait à ça. Que les journalistes, les politiques et l'opinion publique s'excitent et soient touchés même troublés de l'incohérence perdante (de « ses » équipes nationales) de ce qui aurait dû être gagnant ? (de là même la coutume à se soucier si peu des réformes sociales répressives courantes qui rendront l'existence future encore moins tolérable...). « Les équipes de nos pays riches doivent être gagnantes, car elles représentent l'idéal de nos sociétés de consommation idéalisée » dominantes. Mais

non, apparemment, cela ne suffit plus, démontre le Mondial 2010. Un sport d'équipe ne se joue pas sans les autres, dans la concurrence et dans l'obéissance contradictoire de la corruption. Les joueurs semblent pratiquer une révolte inconsciente : ils refusent de jouer. L'abus de compromissions à être obligé de satisfaire tous les investisseurs n'aurait-elle pas épuisé, dégoûté et empêcher les joueurs de pratiquer un football solidaire, même solitaire ? L'État et l'oligarchie mondiale ne s'entendraient plus ? Le vedettariat publicitaire (une flatterie annihilatrice de la cohérence de soi) détruirait-il ceux qui représentent et jouent les vedettes à devenir des pantins manipulés en dépression ? En effet les joueurs ne jouent plus le jeu : et s'ils ne jouent plus, ils détruisent le jeu [6]. Même tricher ne sert plus à rien, avec le dopage quotidien et excessif à la limite du supportable pour les joueurs sportifs. Contre le découragement de sa motivation, la perte de son sens d'agir, voilà le véritable état de crise qui se manifeste, celui qui accule à un choix, qui oblige à une décision pour sortir du cercle vicieux : celui de l'évasion par l'inaction : le suicide social. Mais il faut une volonté d'une puissance phénoménale pour sortir de l'incohérence et de l'absurdité des intérêts contradictoires dans un état où la croyance à un idéal menti, est rompue : retrouver un sens à vivre avec les autres. Le système autodestructeur du profit hostile contre l'autre servile de nos règles sociales toucherait-il à sa fin pour remettre en question la base de

notre existence ? pas encore car tout n'est pas encore détruit. Mais deviendrait-il une évidence néfaste grâce au football « professionnel » de compétition internationale ? Chacun se le dissimule par ignorance volontaire. Mais reste l'évidence qu'être les meilleurs ne suffit plus pour gagner. La cohérence peut abandonner la motivation. Mais quand elle l'abandonne, c'est pour gagner quoi ? le prestige de la force nationale ? et pourquoi ? pour l'expression de la domination des pays riches ? N'est-ce pas la perte de sens d'agir des serviles qui empêche l'action de la domination et de sa représentation sacralisée ?

Les matchs de football s'ils ont tellement de succès, c'est qu'ils ont la fonction d'un espace d'évasion et de libération du poids de la vie sociale quotidienne : et chacun le sait. C'est l'expression possible de la fierté personnelle et de toutes autres sensations interdites dans la quotidienneté du travail humiliant ; de l'obéissance à un modèle qui ne correspond pas à notre désir profond de vie. Le stade est un espace sacré, sacralisé (le match est le temps de la permission comme autrefois le carnaval) sans retenu dans une grande messe où tous se sentent ensemble, dans l'amour de leur passion : le jeu de l'émotion libérée dans la communion fusionnelle qui est l'expression exacerbée du possible de l'humanité : 80 000 supporters donnant de la voix dans un stade, ça secoue. C'est un sentiment nécessaire à la cohérence de

nos sociétés [7]. Si cette cohérence se désagrège, c'est le sens même de vivre de nos sociétés qui se désagrège. Si notre sens de vivre est cultivé par des nécessités extérieures à nous-mêmes qui sont fabriquées pour obtenir notre obéissance au travail, ce sens risque tôt ou tard de se perdre pour laisser place à notre dépression : c'est ce qui se passe sur les terrains de football du Mondial 2010 : les joueurs sont aussi des travailleurs trompés. Une soumission nécessaire au mensonge pour que les peuples soient gouvernés et contrôlés par quelques dirigeants justifiés par leur nécessité usurpée ; ne semble plus tenir dans le monde du football.

Les défaites des équipes favorites ont ébranlé les certitudes. Personne ne comprend, malgré l'émission continue d'explications que tout le monde veut toujours croire pour satisfaire sa demande constante d'être rassuré. Tout le monde croit fermement à la nécessité de notre société : celle du profit de l'avidité égoïste que nous construisons et cultivons chaque jour aux dépens de notre détérioration personnelle du sens de vivre. Inconsciemment les croyances tombent et les rapiécages ne tiendront plus. Nous pouvons remercier le football de nous avoir éclairés de ce qui nous attend : nous aussi nous refuserons de jouer (certains refusent déjà).

Notes

[6] Roger Caillois, les Jeux et les Hommes (le masque et le vertige), 1967.

[7] pour les féminines-nins, on leur a appris à aimer à consommer (faire les courses, du shopping, etc.) pour contrarier la frustration quotidienne du travail humiliant de l'existence d'esclave.

1.

La mécanisation de la menace et l'obéissance à la machine de guerre

Qui, n'a jamais reçu de lettres de menace pour retard de paiement ? Lettres qui généralement stipulent que la date dépassée vous punira de frais supplémentaires et de saisie de vos biens. Ces menaces et ses intentions sont des systématisations contradictoires : elles ne reposent sur aucun délit réel. Mais la facture s'impose à nous comme une vérité indiscutable : une condamnation [1]. Dans un règlement impayé, soit la victime a commis un oubli qui est un désir inavoué de soi de sortir de la machine punitive, soit c'est par manque de moyen de paiement. Dans les deux cas c'est un désir de libération du joug [2] de la machine punitive, avec 1. l'arme involontaire de l'oubli : « je me débranche, j'en ai assez de servir », et 2. l'impuissance à l'obéissance, car les ordres dépassent son propre possible. La lettre de menace est un outil essentiel au maintien de nos sociétés

esclavagisées [3] dans la terreur : sociétés qui détournent le désir de chacun pour servir le désir global de notre système oligopolaire [4] qui se manifeste entre autres à chaque présentation automatisée des factures. Psychologiquement pour certains le « prélèvement automatique » même surtaxé soulage, mais renforce notre système de la dictature. Cette répression permanente ne sert que le système, jamais les membres de ce système [5]. L'illusion de la richesse et du confort moral masqué par l'ignorance tend à ce que chacun se contente de sa punition permanente. Il semble qu'être constamment punis dans une situation confortable soit mieux pour tous, que d'être libre dans des situations imprévisibles. Sinon nous ne serions pas sans volonté et soumis à notre servitude au système de la facture.

Notes

[1] le paiement de ses factures (du peuple soumis) passe avant de nourrir sa famille.

[2] « les contraintes matérielles et morales qui me pèsent lourdement, que je subis et qui entravent et aliènent ma liberté ».

[3] état des personnes qui sont soumises à une autorité.

[4] système qui est le comble de l'aboutissement du marché des intérêts où le monopole de l'offre est détenu et entretenu par le système bancaire, face aux milliards d'acheteurs-travailleurs obéissants. Robot signifie

« ouvrier » et « travailleur » en langue slave (tchèque, polonais) d'où vient le mot esclave (XIII^e siècle du latin médiéval sclavus, de slavus « slave », les Germains ayant réduit de nombreux Slaves en esclavage), personne qui se soumet volontairement aux volontés d'un autre pour créer sa servilité qu'elle confond avec sa sécurité et sa jouissance. « Un très grand nombre de Slaves étant devenus serfs, le mot de slave fut employé pour synonyme de serf. Les premiers exemples de l'usage de slavus en cette signification remontent au Xe siècle » (Guérard, Polyptyque d'Irminon, I, 283). Un serf, une serve, le servage du latin servus, esclave (rattaché à servare est un homme pris à la guerre, conservé et non tué). (Le Littré). Serf est l'impératif de servir (La Curne). [5] système est un mot barbare (qui convient aux normes de la langue), mais c'est le seul à décrire, définir nos organisations humaines. Le mot apparaît dans l'usage vers 1552 et est issu du grec sustêma « ensemble », « constitution politique » et « système philosophique » ; terme qu'on abuse depuis le XVIII^e siècle pour glorifier une pensée mécanisée qui s'accomplit dans la gestion humaine d'aujourd'hui.

juin 2010

6.

La tromperie de la formation et la médiocratisation du savoir

La « formation » est une invention gouvernementale généralisée à la fin des années 80 pour figurer stopper le chômage. La « formation » prétend servir la reconversion du salarié. Il n'en est rien : un métier, un savoir-faire ne peut pas se reconverter puisqu'il est acquis en une vie : et une reconversion n'est possible que dans des métiers sans compétence. Une « formation » est toujours de courte durée : de ce fait, elle ne peut ni apprendre ni perfectionner un métier. La « formation » donne une vague idée de ce qu'elle est : une vendeuse rapide de notions soumise au « rendement ». Dans ce sens, la « formation » entretient l'incompétence. Mais la « formation » est une industrie du service très lucrative. L'argent de la « formation » est récupéré des charges salariales excessives ce qui permet les coûts exorbitants de ces « formations ». D'où la prolifération des centres de formation soutenus par les institutions publiques pour occuper généralement les « oisifs » : chômeurs, étudiants, retraités, RMIstes (RSA), etc., à se mettre au travail en se justifiant d'une politique d'intégration à la communauté servile. La politique par la destruction du savoir et de l'apprentissage est l'outil de la désintégration sociale : notre histoire regorge de ces manipulations

exemplaires.

Pourquoi l'Université aujourd'hui a pris le pas et délivre plus une « formation diplômante » (sic) qu'une somme de savoirs et de moyens pour les comprendre ? Les parasites gouvernants de tout temps veulent contrôler l'université pour que ne soient pas formés des esprits indépendants à ses dépens malgré le sens même du mot université : communauté indépendante, qui se détache de l'Église et de la monarchie et de leurs croyances tendancieuses (Bologne 1088). « Formation » est synonyme de trouver un emploi au détriment du savoir-faire : alors qu'il n'y a pas d'emploi. Les emplois de chacun ne correspondent pas à la politique de l'emploi des gouvernants. D'où une (re)formation (un reconditionnement) nécessaire à l'insignifiant dans le but de l'obéissance aux gouvernants : la punition est la privation du minimum vital qui maintient la disponibilité de la main-d'oeuvre prête et soumise au travail forcé.

La formation à cause de sa courte durée et de sa finalité est partielle et déviante : ne pas savoir, avoir une vague idée, obéir et surtout payer : la formation gratuite n'existe pas. La formation est un renforcement à la soumission à l'autorité, elle renforce la mission de l'éducation nationale qui est une préparation à celle-ci. On apprend à légitimer les règles imposées qui ne se discutent pas : « c'est comme ça et pas autrement » (sic). La formation

est un service à la consommation pour maintenir la croissance du profit et une opportunité de paiement pour déformer les exploités en formation.

La formation est vraiment mensongère, surtout dans l'administration culturelle : elle pose de faux problèmes à résoudre pour éloigner les esprits de l'essentiel [6]. La formation sert la propagande de l'oligarchie néolibérale des gouvernants : elle fait croire à l'obtention d'un futur emploi que le chômeur et l'étudiant payent dans leur formation à l'obéissance. C'est la rentabilisation des populations inactives à servir les politiques du profit.

Contre la formation il existe depuis tout temps : l'apprentissage et les études. Tous deux de durées suffisantes pour son perfectionnement : son savoir-faire et sa pensée. L'apprentissage pour sa compétence se passe dans le métier même, en étant apprenti jusqu'à sa maîtrise. Les études apprennent l'organisation et la compréhension du savoir pour penser et prendre des décisions autonomes. Les études permettent d'acquérir cette connaissance pour penser et agir par soi-même. L'apprentissage permet d'acquérir un savoir-faire propre à son expérience de travail. L'intérêt politique de la formation est dans la soumission : sinon son niveau de connaissance ne serait pas aussi bas.

Le stage a la même fonction que la formation : il

renforce l'ignorance et l'illusion d'un savoir, bien inutile. Formations et stages résultent des politiques gouvernementales, des mensonges pour apaiser l'opinion publique contre la peur du chômage (mais le chômage est une nécessité économique à l'enrichissement des oligarchies : dans le cas contraire, le prix du travail ne serait pas à la baisse) et la terreur du salarié mis au rebut. Le stagiaire est moins payé qu'un salarié déjà mal payé. La formation crée des occupations inutiles pour renforcer la croyance à la nécessité de l'inutile : « la main-d'oeuvre ne doit pas être oisive, car elle risque de penser ». Une formation, pour obtenir un emploi inexistant puisque par profit vendu moins cher ailleurs.

Les « formateurs » ne sont ni des pédagogues ni des enseignants ni des professeurs : ce sont des « intervenants » qui n'ont aucune expérience à la transmission du savoir. Ce sont des personnes en demande d'emploi ou influentes catapultées à ces emplois mal payés, car « pas besoin de formation pour être formateur tant que la clientèle est là » (sic). Les « formés » n'ont pas le pouvoir de choisir leurs « formateurs » ni vraiment leur formation. Les « formés » sont rassemblée par les institutions publiques soulagées dans leur « mission d'utilité publique » réalisée pour les entreprises privées et financées par l'État. Les politiques de ces formations sont tellement fausses qu'elles semblent plus soulager les consciences du

mensonge que de créer des solutions effectives dans l'intérêt de chacun. La formation est une pratique rapportée qui oblige à faire ce qu'on n'a pas le désir de faire et forme à des occupations qui ne servent pas à chacun, mais servent le système à renforcer sa répression.

Dans l'institution de la formation, il n'y a pas d'apprentissage, car l'intérêt n'est pas dans le fait d'apprendre, mais dans le fait d'utiliser la jeunesse et les chômeurs à la circulation de l'argent sans qu'ils puissent en acquérir les bénéfices. Ils sont utilisés à leurs dépens à la concurrence du marché du travail qui justifie la baisse de ses coûts. La formation est une organisation du savoir corrompu qui désinforme et déforme la réalité du savoir au profit d'être l'esclave à « gagner de l'argent » pour enrichir l'oligarchie privée soutenue par l'État. La formation permet « d'insérer » les récalcitrants dans le réseau du chômage national pour servir le privilège par son obéissance, c'est-à-dire : vivre la vie que l'on a pas choisi. Ce système est imposé par une armée de fonctionnaires déresponsabilisés qui culpabilisent les « inactifs » à être ce qu'ils sont formés : « les bons à rien », mais nécessaires à l'équilibre du marché du travail pour sa rentabilité. Les fonctionnaires et délégués de la formation soutiennent l'empire de l'insignifiance et de la médiocratie volontaire, au profit des fortunes abusives : la formation médiocratise car elle n'offre aucun savoir-

faire ni aucune connaissance approfondie, elle forme des soldats à l'inculture, à l'obéissance absurde pour servir un système qui désindividualise qui dépersonnifie les candidats formés. La formation n'a été créée que pour rentabiliser les oisifs, jamais pour acquérir du savoir. La formation nous forme à accepter la désinformation et l'incompétence.

Note

[6] « les réalités de la filière culturelle » nous dit Nicolas Marc (Directeur fondateur d'Art Culture Transmission « les formations ACT' », Directeur de La Scène et des BIS de Nantes) : y aurait-il des filières culturelles irréelles ? En effet, celles artificielles, rentables à la propagande du pouvoir que lui-même soutient et qui sont financées par l'État. La langue institutionnelle déforme la réalité de la production et de la diffusion des arts ; elle l'a réduit à de la gestion commerciale. Les personnes qui parlent cette langue ne connaissent rien aux arts ; elles sont incultes et hermétiques au sensible. Dans le cas contraire, elles seraient contre une administration institutionnelle des arts qui la médiocratisent. Les arts n'ont rien à voir avec les politiques culturelles de la formation.

5.

« Nul n'est censé ignorer la Loi » : dans ce cas, les avocats n'existeraient pas : nous serions tous avocats.

4.

Véhicule répressif

A travers la Loi, les parasites gouvernants se donnent le droit de se servir dans les comptes bancaires ou de saisir les biens des particuliers « punis » avec lettre de menace : une « procédure administrative nécessaire » (sic). A quoi sert la Loi ? Qui la Loi sert ? Les citoyens gouvernés ou les citoyens gouvernants « au dessus des lois » ? L'irresponsabilité et la sécurité sont les arguments phares des gouvernants pour justifier les lois répressives. Mais il faut savoir que cette « irresponsabilité » est éduquée comme une condition nécessaire à une « honnête citoyenneté », dès l'école. Le citoyen doit être irresponsable pour payer. Dans le cas contraire, il ne pourrait pas payer ni accepter ces lois absurdes : il n'aurait pas peur. Il sait que « sécurité » est un abus terminologique pour justifier les gouvernants d'abuser du pouvoir. Les exemples sont tellement nombreux d'abus d'amendes que chacun en a été victime au moins une fois. Au top des agressions administratives : la voiture. « Excès de vitesse », « stationnement gênant », « ceinture obligatoire »,

etc. « pour votre sécurité » : les abus sont légions, 100000 retraits de permis de conduire par mois (chiffre du ministère de l'Intérieur) puis récupération des points et des permis : à quel prix ? Le commerce de la voiture pour les gouvernants est très lucratif et est une « industrie de la punition » dont les constructeurs automobiles sont les complices. Ils créent des gouffres financiers pour le conducteur dans la conception de leurs voitures : pièces de rechange et carburant. Il existe même des « caisses noires » dont la police et le ministère de l'Intérieur n'a pas accès, par un péage automatique des excès de vitesse sans tolérance (au jugement quantitatif jamais qualitatif). Sans parler des assurances privées « obligatoires » et autres vignettes qui poussent à la consommation de voitures neuves. Nous connaissons la privatisation des fourrières municipales et l'inflation excessive du paiement et des prises de véhicules par la police pour les comptes de sociétés privées. Nous connaissons les abus des péages autoroutiers privatisés qui auraient dû cesser une fois les frais remboursés, mais non : « une augmentation du droit de passage est préférable ». « Lucre, lucre je suis à toi, tu es ma Loi » pour que ma répression continue. « Le citoyen est une mine obéissante sans fond qu'il est impossible de ne pas exploiter » (sic) et les machines de punitions sont de plus en plus nombreuses et sophistiquées. La solution à cette répression ? se désidentifier (sans plaque ni cartes ni papiers) pour être insolvable, mais qui en a le courage et

l'endurance ?

3.

Les voisins français et son Administration continus leurs **offensives contre la musique**

Nous savons maintenant que notre société est une société dominée et gouvernée par les peureux. Celles et ceux qui ont besoin de l'obéissance des autres pour se protéger. Les lâches qui se sont emparés de tous les postes gouvernants (du plus haut au plus bas) et justifient le système social de la servitude volontaire qui nous est imposée par l'idée de « l'obéissance à l'autorité supérieure » factice qu'ils protègent par leur excès de zèle, le fayotage et la flagornerie qui forment le modèle pyramidal de notre société où chacun doit servir quelqu'un pour être intégré dans cette communauté (la notre) globalisée. L'argent est un des outils de cette servitude. Déjà à l'école, le fayot domine la classe, car le léchage de cul est récompensé [5]. Le pire, sont ceux qui tiennent un discours qui dénonce cette manipulation à la servitude, mais agissent dans sa soumission, c'est-à-dire qui maintiennent le système par leurs actes quotidiens d'obéissance en acceptant les brimades au lieu de les contrarier. C'est cette attitude hypocrite qui maintient et consolide notre système de la terreur gouverné par les peureux qui profitent de l'abdication naïve de tous pour se faire obéir. L'obéissance au système s'inculque dès

l'âge de 6 ans à l'école maternelle et même avant, par l'attitude des parents endoctrinés qui la renforcent. Une société fondée sur la punition pour entretenir la peur de manquer : « 1500 euros d'amende pour ceux et celles qui jouent de la musique dans la rue ou dans un parc sans autorisation » (sic) est la réalité quotidienne pour la création musicale en France grâce à la dénonciation des voisins frustrés ressentant sans comprendre : « si je suis esclave personne ne doit être libre ». La fête de la musique est une date autorisée une fois par an (comme le carnaval pour éviter les émeutes), mais pas au-delà de deux heures du matin : sinon la police charge et détruit les instruments de musique. Notre société est une société d'intolérances motivées par la frustration de la cohabitation obligée avec les autres : les courageux qui font peur aux peureux gouvernants. Pour cela les Français couards assimilent la musique à du tapage nocturne, car chacun sait que la musique est l'enfant de la liberté.

Note

[5] Les mots qui décrivent nos gouvernants sont tous considérés comme offensant, injurieux, vulgaire, familier et argotique pour cultiver le « bon goût » qui les protège d'être condamnés d'usurpation du pouvoir.

2.

Tentative d'une **autocritique de la presse alternative** et « indépendante » vers un dénouement ?

Tout comme la presse dominante, la presse alternative a ses principes normés par ses habitudes qui doivent la distinguer de ses « rivaux » ; tout en étant insérées dans l'attitude de la conformité du clan. C'est une attitude en tout point similaire (bien que les idées défendues soient opposées) à la presse dominante qui censure ce qui ne lui est pas usuel : le rejet du différent, de l'autre, de l'étranger, etc. : en fait la projection de ce qui dérange en se défendant par le rempart de ses idées reçues et de ses croyances. C'est une conformation à ce qui est clanifié, c'est-à-dire se faire croire de « protéger » le clan qui crée l'activité d'hostilité : une protection à la création de la menace, une protection envers ce qui est perçu comme inidentifié, endoctriné comme dangereux. Cette culture sociale de la menace naît dans notre société peureuse et hyperactive (chacun se sent menacé, car chacun cultive sa peur pour agir en conséquence : sans peur pas d'activité). La conséquence de la peur « pour ne pas perdre la face » est l'hypocrisie et chaque clan adapte le sens des mots qui lui convient « pour garder la face » (voir par exemple le sens multiple du mot : culture, qui en politique n'a pas le même sens en art ou en agriculture [1]). Une stratégie de guerre verbale où brouiller le sens des mots mène à la confusion de l'adversaire pour lui

donner tort. C'est le sens de cette compétition médiatique entre la presse dominante et alternative dominée qui fait que la presse indépendante soutient le régime qu'elle critique.

Pourquoi la presse alternative et indépendante rentre-t-elle dans ce jeu de l'hostilité ? Son rôle semblerait plus à priori de proposer des contres exemples de valeurs de bon sens pour injecter plus de possibles et de liberté pour chacun dans notre société. Mais les clans dans leur rivalité se donnent du sens mutuellement grâce à cette contradiction qui est le moteur de leurs publications : le sens d'exister de la presse de contre-informer dans le style convenu adopté du média. Sa forme sert à l'identifier et le contenu ne peut pas déborder sa forme, au risque de perdre l'identité du média où les débordements sont censurés. Cette identité est nécessaire à sa diffusion où les adeptes doivent se reconnaître en elle : cette identité ferme sa structure et s'assimile à un objet de consommation comme n'importe quel objet fini du commerce : une marque au sens de la griffe. C'est là que la forme (identité) prend le pas sur le sens (solutions). Mais l'hostilité est aussi le résultat de la peur et de l'avarice qui découle de la propriété identifiée et farouchement gardée. Dans ce contexte l'idée de la vie semble injuste, déséquilibrée, mais elle ne l'est pas, cruelle : elle est neutre comme disait E.M. Cioran : c'est nous qui lui injectons nos terreurs, nos folies et nos

contradictions [2]. Dans notre système monétaire et économique, nos propriétés ne nous appartiennent pas : nous les surpayons aux banques (remboursements plus les intérêts qui souvent durent une vie de travail). C'est ici que naît l'hostilité : dans la peur de perdre une partie à soi : l'identification à la propriété pousse à la censure pour la sauvegarder de son anéantissement. Un préjudice psychologique permanent qui empêche d'être ouvert aux autres, aux différences et à l'inconnu. Propriété et privé sont deux termes en situation de pléonasme synergique : une propriété n'est pas réservée à l'usage collectif sinon elle serait publique : c'est une contradiction. Ce renforcement du sens de l'appartenance qui autorise la ségrégation, la censure involontaire comme naturelle pour préserver sa propriété de soi (la propriété est la projection accaparante à soi), montre le lien pathologique au clan pour sa reconnaissance sociale et sa peur de perdre et d'être perdu/e sans identité de clan. Marqué par ces attitudes éduquées par la sédentarisation de conformation (l'illusion de posséder ne s'applique qu'à des objets fixes et identifiables et ordonnés), il est difficile d'agir dans le sens de sa pensée sans se trahir [3]. Action et réflexion sont deux actions distinctes où l'une et l'autre sont en contradiction dans ce contexte inconciliable [4] cela par manque d'action de l'antiservilité au système.

Cette réflexion pour comprendre pourquoi notre société

occidentale règne dans la suspicion, la méfiance, la peur et l'hostilité permanente en matière de communication médiatique et autres ; et cela dans tous les « camps ». Les uns contre les autres jouent le même jeu : celui du maintien du déséquilibre entre les dominants et les dominés, entre les favorisés et les défavorisés, qui crée une machine implacable qui tire profit contre soi et qui aliène sa vie à la soumission à un système imposé. Combien de personnes peuvent prétendre vivre leur vie espérée ? au lieu de se soumettre à l'injustice d'un système qui privilégie le déséquilibre entre les humains et la frustration de soi qui se résout partiellement et constamment dans le divertissement inepte pour « s'évader ». Même ceux qui se prétendent « alternatifs » à l'hégémonie dominante jouent le jeu : le jeu de l'hostilité de peur de perdre son identité qui est dans le processus de toute façon d'être perdue. Le conformisme clanique accomplit son travail de fausse distinction idéologique (l'illusion d'être différent par les idées éduquées) afin que chacun perde définitivement son individualité (mot suremployé aujourd'hui pour « égoïste ») pour une obéissance à l'autorité du clan justifié dans la protection illusoire de l'individu (pour la police aujourd'hui « individu » est synonyme et l'euphémisme de « suspect »), et par sa sécurité, mais qui se transforme en sûreté : c'est-à-dire en une répression de l'individualité pour supprimer l'originalité pour « une égalité ordonnée ». Et cette machine autoritaire se

globalise insidieusement : elle est traître dans sa tradition, car elle gouverne tous les individus à leur insu et dont chacun est l'ouvrier : le riche comme le pauvre. Ce système extrahumain dont il n'existe aucun complot planétaire, devient à force de la servir, incontrôlable, dans le sens où elle nous fait agir contre notre volonté. L'administration globalisée des humains ne sert qu'à déshumaniser l'humanité. Créer un système contre soi (dont quand même une minorité se satisfait) pour justifier la peine d'être né/e et qui était un dogme de l'Église pour mériter le « paradis », est repris aujourd'hui par l'industrie du divertissement pour un paradis de consommation mérité en paiement de sa peine, sans effort pour soi et les autres. Ce système nous punit et à la fois nous rassure envers une hostilité illusoire de la nature des choses. Être en sécurité c'est s'isoler des autres et du dehors, se replier sur soi dans la répétition des habitudes qui crée sa réalité particulière : une autofrustration volontaire. Une attitude perverse du système qui maintient les clans dans la peur où chacun perd sa confiance en soi et dans l'existence même (on ne meurt pas comme dans les histoires) où la copie (transmission) est plus favorisée que l'originalité créatrice qui est censée alimenter notre générosité et notre ouverture d'esprit, mais le groupe agit contre la liberté individuelle d'être original.

Qu'est-ce qui est intéressant dans ce texte ? l'analyse de

la réflexion révélée ou la figure de style à publier ?

Notes

[1] voir le décryptage du mot culture dans la 5ème lettre publique de l'auteur à la mairie de Toulouse et à la presse, du 21 septembre 2008 : « Culture : arme de guerre »

[2] E.M. Cioran « Précis de décomposition » 1949, dont voici la citation complète : « En elle-même toute idée est neutre, ou devrait l'être ; mais l'homme l'anime, y projette ses flammes et ses démences ; impure, transformée en croyance, elle s'insère dans le temps, prend figure d'évènement : le passage de la logique à l'épilepsie est consommé... Ainsi naissent les idéologies, les doctrines et les farces sanglantes. »

[3] tradition et trahison ont la même racine latine « traditor » traître qui signifie « celui ou celle qui transmet ».

[4] par exemple, un esprit libertaire affiché peut dissimuler dans ses actes un comportement plus de censure qu'un « censeur de métier » ou le contraire, etc. Voir l'expérience étonnante de Stanley Milgram rapportée dans son livre « Soumission à l'autorité » (1974) pour comprendre entre autres la réalisation des génocides. Voir aussi le film « Avoir 20 ans dans les Aures » de René Vautier (1972) où des appelés contestataires antimilitaristes se retrouvent à commettre

les pires atrocités qu'ils n'auraient jamais pensé commettre (dépouillement, viol, assassinat) qu'ils justifient par l'état de guerre en Algérie.

1.

Le gouvernement français et son Administration continus son **offensive contre la création musicale**

Nous savons tous que la concurrence musique populaire contre musique savante est un faux débat pour les musiciens qui tous naviguent dans la musique (ou le devraient). Cette distinction vient de l'hostilité socio-économique : la musique populaire vit (vivait) de l'industrie du disque (de l'argent privé), au contraire la musique savante vit des subventions de l'État (de l'argent public de l'État que l'Administration gouverne). Socialement, la musique savante (classique, mais pas contemporaine) représente et est soutenue par la bourgeoisie élitiste (orchestre symphonique et opéra classique) et la musique populaire par le peuple : c'est un stéréotype entretenu par la domination économique de l'exploitation des masses qui est faux. La musique en France conformément à son financement joue plus le rôle de porte-drapeau socio-politique que de passion sensible et individuelle sinon elle n'aurait pas besoin de financements. La nomination d'une chanteuse pop à la **Villa Medici** est une provocation du gouvernement français pour déstabiliser le monde de la musique

disant : « nous soutenons les musiques qui alimentent le « néolibéralisme » ou l'hégémonie financière des oligopoles de la culture du divertissement et qui justifie la loi Hadopi : « ceux qui ne payent pas nous volent et seront punis » (sic) : les musiques qui n'entretiennent pas la finance ne nous intéressent pas » (dans la continuation de la politique culturelle). Une autre manière de dire : il n'y aura plus de subvention pour les musiques contemporaines (il n'y en a jamais eu pour les musiques expérimentales). L'épouse du président de la République n'est-elle pas une chanteuse pop ? « et chacun sait que la culture est un peu le domaine réservé de l'épouse du président »... Qui croit encore vivre dans une démocratie ? Nous avons pu constater qu'institutionnaliser la musique c'est l'auto-détruire dans une normalisation de « bon goût » que cultive la routine (l'ennui) et qui a déçu ses rêves d'émerveillements et « technologiques ». Les instituts de recherche en France pour la musique savante (contemporaines ou électroacoustiques) n'ont avorté depuis les années 80 que d'un conformisme salarié : un barrage à l'originalité, à l'audace et à l'espièglerie où le sérieux « à la recherche de l'inouï, du sublime et de l'émotion », c'est confronté aux maîtres des lieux (contrairement aux avant-gardes indépendantes) : ces instituts pour la musique ont favorisé la prise de pouvoir de petits empereurs qui règnent en despote et qui protègent plus leur règne qu'ils ne servent la création musicale originale et audacieuse.

La **Villa Medici** reste une institution élitiste à dépoussiérer qui ne correspond plus aux besoins de la création musicale originale non conventionnelle d'aujourd'hui. Les commissions de sélection ségrégent suivant leur propre goût de personnes évoluant dans des postes administratifs réservés à une couche sociale élue et ne peuvent en aucun cas avoir une idée de la création musicale qui à priori les dérange. **Il est temps** sans doute que le monde musical ne joue plus le jeu de la concurrence, de l'hostilité, du mépris, de l'ignorance et des privilèges. De plagier le comportement égoïste du système néolibéral de l'hégémonie politico-économique dans lequel nous vivons, car il ne correspond pas aux valeurs de la musique ni des arts : de générosité et de don de soi. **Il est temps** d'arrêter d'attendre de l'argent de l'hégémonie étatique ou privé qui a plongé les arts dans l'insignifiance et la médiocrité de la soumission s'en servant comme prétexte décoratif à des spéculations mondaines.

<http://www.tache-aveugle.net/spip.php?article283>

<http://musiques-en-vrac.blogspot.com>

<http://www.futurscomposes.com/actualites>

mai 2010

3.

Concert ou Promotion commerciale ?

N'est-il pas encore étonnant de rencontrer après une trentaine d'années d'inculcation du sens de la « réalité néolibérale », une majorité de groupes de musiciens qui font des morceaux au lieu de jouer de la musique ? La grande différence entre jouer de la musique et faire des morceaux est pour le premier un don de soi et pour le second la vente de son produit. Le concert pour les groupes est plus un évènement promotionnel (= publicitaire) pour vendre leur CD autoproduit que d'émouvoir ou d'enflammer l'auditoire de leur talent. Cela se remarque dans les attitudes scéniques des musiciens. Ce qu'ils montrent est plus le désir de se vendre (par leur calvaire autoprovoqué et éduqué de « l'obligation » de se vendre) que de faire et se faire plaisir avec la musique, et même au-delà transporter l'auditoire. Le public, les musiciens ne le ressentent pas : « pas besoin, dans la routine du métier de professionnel (de commercial) » quand ce ne sont pas des clients. Ce que nous voulons dire est que l'esprit du capital libéral d'avoir transformé la musique en produit de consommation est passé dans l'attitude même des artistes : ça joue le morceau, pause, ça nomme le morceau, etc., sans surprise et à la fin « faut pas oublier d'acheter le CD (pour aider les artistes) » (sic). L'attitude

du musicien est infectée par le commerce de sa promotion (de sa vente) au lieu de se libérer par la musique. Jouer de la musique pour le plaisir même pour la jouissance est devenu secondaire ou ils l'ont même oublié : ils préfèrent entretenir le malaise de leur destruction pour être comme les autres : vendus et exploités.

2.

La France de la dénonciation : l'exemple de Toulouse en 2010

Octobre 2009 la mairie de Toulouse incite à la dénonciation au nom du bon voisinage à « l'Office de la tranquillité » (sic) avec un affichage massif dans la ville, cela en appelant un numéro de téléphone très aisément mémorisable. Lâches, trouillards et hypocrites, la vengeance au ventre s'en donnent à coeur joie : la dénonciation légalisée est facilitée et sollicitée. Les voisins dénoncés sont condamnés à l'amende immédiate sans recours par la police pour enrichir le Trésor public des gouvernants. Voilà une action efficace pour renforcer la souveraineté des parasites gouvernants, par la provocation de l'hostilité, grâce aux personnes frustrées transformées en traîtres cultivés et protégés par l'activité policière obéissante [1]. Ces « capos renouvelés des camps de concentration » manipulés d'aujourd'hui sont

au nombre de plus de 100 000 à Toulouse [2]. A Toulouse (220 000 habitants [3]), la moitié de la population de la ville dénonce l'autre moitié.

Notes

[1] Il n'y a que la désobéissance policière par la tolérance et le bon sens qui puisse tempérer ce système délatatoire.

La police a une responsabilité écrasante afin que notre société ne devienne pas une dictature totalitaire.

[2] 100 000 est le chiffre avancé par la mairie de Toulouse dont elle se targue sur ses affichages publicitaires en 6 mois de fonctionnement de son « Office de la tranquillité » (in « à Toulouse, le magazine d'information de la ville de Toulouse » n° 9 du mois de mai 2010). La mairie de Toulouse va jusqu'à oser détourner le symbole « love and peace » des beatniks des années 60* avec dessous le slogan « trottoirs en paix » : mais Toulouse est une ville tranquille où il ne se passe rien avec beaucoup de policiers qui s'ennuient. Les Toulousains lâches et irresponsables souhaitent et soutiennent la tyrannie de l'intolérance aimable de leur mairie. Rappelons que Toulouse est la seule ville de France à avoir brûlé vif au bûcher un philosophe : Lucilio Vanini dénoncé au XVIIe siècle, à avoir approuvé et soutenu l'Inquisition à partir du XIIIe siècle (par la publication d'ordonnances contre les « hérétiques »), et à avoir fait la chasse aux protestants

jusqu'au XVIIIe siècle, sans parler des collabos de la Seconde Guerre mondiale, ni de l'internement en masse des réfugiés Espagnols (le camp de Noé accueillait 500 000 personnes), etc. En avril 2010, la mairie de Toulouse engage un informaticien afin de concevoir un programme de gestion des appels et des courriers massifs dont « l'Office de la tranquillité » est débordé : « c'est moins cher et moins gênant que d'engager du personnel » (sic) pour gérer la délation toulousaine massive : le maire assure « sa majorité » aux prochaines élections. La mairie de Toulouse avance fièrement en novembre 2010 le chiffre de 210 000 appels en 1 an pour 1. désencombrer, 2. dénoncer les "nuisances sonores" des voisins, et 3. porter secours aux personnes seules à l'agonie (sic) sans préciser aucun pourcentage.

[3] Robert Marconis (professeur des Universités à l'université de Toulouse-Le Mirail) avance en 2008 le chiffre de 390 000 personnes résidentes au centre de la commune de Toulouse.

Notes des notes

* Détourner un symbole de paix universel à des fins commerciales et politiques est la pratique courante de la propagande pour l'insignifiance (la volonté de destruction des sens), propagande produite par les publicitaires pour le compte des oligopoles politiques ou commerciaux. Détruire le sens des symboles forts supprime toute rébellion ou résistance possible de ce que

représente le sens de ces symboles pour s'en divertir. C'est un acte offensif contre une population à la recherche de libertés. Rappelons que le symbole de paix à trois branches a été créé le 21 février 1958 dans le cadre du mouvement britannique du désarmement nucléaire par le designer Gerald Holtom pour la manifestation du 4 avril. Le symbole représente en langue sémaphore le N (pour Nuclear) par les deux branches gauche et droite et le D (pour Disarmament) par la branche verticale. Ce symbole importé aux Etats-Unis par Philip Altbach est devenu l'emblème de la protestation anti-guerre. Ensuite le symbole mondial de paix et d'amour à travers la beat generation. (En langage Unicode, le signe de paix est : U+262E, et peut aussi être généré en langage HTML en tapant `☮` : ☰ ; ou `☮` : ☐).

** c'est un moyen excellent d'exprimer la vengeance de ceux qui s'ennuient ; la jalousie, la frustration qui se consomment dans la délation : « bien fait ! » (sic) contre ceux qui, libres vivent et s'épanouissent dans la tolérance et le respect des libertés.

1.

LES PARASITES GOUVERNANTS

Celles et ceux qui prennent ou ont pris le pouvoir sont des gens qui ne produisent rien pour la communauté. Ils

se nourrissent des autres, de celles et ceux qui produisent pour la communauté comme les artisan-es, les artistes, les paysan-nes, les médecins, etc. Leur temps libre leur permet de s'occuper à se faire remarquer en usurpant des rôles d'organisateur dont la communauté n'a cure : ils sont incompetents à l'organisation, car dans le cas contraire nos sociétés ne seraient pas constamment en crise. C'est à travers ces parasites qui gouvernent que le désastre de la médiocratie et de l'insignifiance s'est installé. Ces gens-là n'ont pas le temps de réfléchir ou de se cultiver, car ils usent leur temps libre à autoglorifier leur présence et protéger leur pouvoir pour leurs intérêts privés. Ces gens-là usent leur temps libre à nuire aux autres qui produisent, en érigeant des lois et en prenant des décisions inutiles pour les autres uniquement pour consolider leurs pouvoirs autoritaires. Ces parasites gouvernants se sont emparés des médias (remplis aussi de parasites) qui ne diffusent que leurs bêtises et monopolisent les heures de grande écoute et les premières pages de la presse en nous gavant de leur présence : c'est à cela que sert la technologie de la communication : monopoliser la bêtise de leur pouvoir usurpé en faisant de leurs actions affligeantes un spectacle permanent. Ces parasites se sont installés à toutes les couches de la société : du pouvoir mondial jusqu'aux associations locales. Il serait temps d'instaurer la seule loi sociale qui puisse protéger la société de ces parasites gouvernants qui ne sont pas des personnes de

bon sens, mais se comportent comme des personnes nuisibles pour la communauté : Article 1 : « tous ceux et celles qui ont pris ou qui désirent prendre le pouvoir doivent être suivis par des médecins pour ne pas nuire aux autres » ou « personne ne peut prendre le pouvoir c'est-à-dire décider pour les autres, dans le cas contraire elles seront prises en charge par la médecine ». Il n'y a que cette décision commune qui rétablirait le bon sens social.

la leçon du robot 10
à écouter au centrebombe

avril 2010

3.

La lâcheté sociale automatisée

L'abus de sécurisation (règles) et d'ignorance mène à la bêtise paroxystique entretenue : voici ici l'image satellite de l'Agence Spatiale Européenne au 19 avril 2010 de la fumée dégagée par le volcan islandais qui n'atteint jamais les côtes européennes... La peur de mourir est exacerbée dans la lâcheté sociale mécanisée. Déléguer ses décisions aux machines montre sa démission face aux responsabilités. L'irresponsabilité généralisée au niveau européen montre une Europe unie dans la peur et l'incompétence. Les décisionnaires aux salaires privilégiés doivent se sentir en sécurité de pouvoir faire ce que bon leur semble puisqu'ils-elles ne sont pas responsables des idioties qu'ils-elles ont décrétés (la collection en permanence augmente et continue). Et les serviles aux salaires « inférieurs » obéissent à la bêtise des faux décisionnaires aux salaires « supérieurs ». Chacun entretient la lâcheté sociale dont les décisions sont déléguées aux machines disant : « on n'y peut rien, c'est comme ça » (sic). Oui la bêtise c'est comme ça, ça entretient la médiocratie, mais ça se soigne : il suffit de s'injecter du bon sens et de la responsabilité.

2.

Pas d'études supérieures pour « des mains sales »

L'étai se resserre même dans l'idéologie du « libre-échange » universitaire américain : l'empire de l'argent. Il demeure aujourd'hui impossible d'obtenir une équivalence pour un Bachelor (licence) afin d'étudier aux États-Unis pour un musicien étranger de conservatoire dans une université qui enseigne la musique, même si l'étudiant-e est soutenu-e par le directeur du département. Bien que l'étudiant-e paye 25 000 dollars en moyenne son inscription suivant le prestige de l'université, cela ne suffit plus : il faut en plus avoir suivi le cursus universitaire pas à pas et avoir été bien noté en plus des lettres de recommandations et de l'examen d'anglais obligatoire. Pour un artiste, ça ne fonctionne pas : la normalisation (la standardisation) : un artiste normalisé (standard) n'est plus un artiste. Il ne peut y avoir de compétitivité, d'examen ou autres pour le travail d'oeuvres uniques et originales : c'est absurde. Mais devient nécessaire dans un esprit libéral administratif américain qui gouverne l'université. En dix ans, l'administration a pris le pouvoir de décision aux directeurs de départements, des étudiant-es qui rentrent et des étudiant-es qui ne rentrent pas. Déjà pour qu'un-e pauvre puisse faire des études aux États-Unis, il fallait qu'il-elle gagne des compétitions sportives et obtienne des récompenses pour le prestige de l'université, sinon

sans préavis dehors. L'intransigeance de l'administration montre que la ségrégation se resserre au-delà de la réalité de chacun, réalité qui est niée (pour un idéal standard). Cette administration autoritaire et discriminatoire exerce non pas pour préserver le pays des « cancre étrangers » qui abaisseraient le niveau des universités américaines (5% des étudiants américains aux États-Unis s'intéressent à leurs cours, 95% ne désirent que l'obtention du diplôme), mais pour interdire l'accès des étrangers « non conformes » à l'image de l'américain consommateur idiot et obéissant sur le territoire des USA : « si l'étranger ne se conforme pas aux règles exactes des États-Unis, c'est qu'il les refuse et s'il les refuse, c'est qu'il a de mauvaises intentions et s'il a de mauvaises intentions, c'est alors un terroriste » (sic) : c'est le prétexte pour sa prise du pouvoir qui lui est laissé. En quoi un artiste est-il dangereux pour une nation autoritaire ? Par sa différence et son individualité. La paranoïa sociale est en nette augmentation aux États-Unis. Allons-nous vraiment, petit à petit être absorbés dans ce modèle totalitaire ? Nous le savons, les universités américaines ont été rachetées par le libéralisme (elles sont privées), les étudiants ont été vendus à la concurrence et la censure est pressante toujours présente dans la recherche vendue aux marchés libéraux. Pour ceux qui sont à l'intérieur, les changements sont perceptibles, mais l'habitude efface les gênes. L'ouverture de cette nation fermée aux étrangers ne s'adresse pas aux talents que l'administration ne sait

pas reconnaître. Cette pratique du pouvoir pour un artiste ne peut être viable : il n'a jamais existé d'art épanoui d'artistes dans aucun régime totalitaire autre que des résistants : contre une standardisation esthétique exécutée par les lâches. **En perdant leur indépendance, les universités perdent leur savoir** et leurs connaissances : il ne reste que les moyens et les compétences techniques, la vanité d'un enseignement illusoire et quelques talents isolés et bâillonnés. Le désastre médiocratique des universités contrôlées par l'administration au service de l'État et des banques à l'idéologie libérale, en fait un protectionnisme totalitaire [1].

Note

[1] C'est vers 1088 que naît la première université (appellation qui signifie : communauté indépendante) à Bologne (qui se spécialise dans l'enseignement du droit) en Italie. La création de l'université est venue du besoin d'indépendance envers l'autorité ecclésiastique et l'autorité du pouvoir laïque monarchique. L'université accepte tous les étudiants de toutes les conditions sociales. À la fin du XII^e siècle, la direction de l'université de Bologne passe aux étudiants, c'est eux qui choisissent les professeurs, surveillent leur enseignement et versent leurs honoraires. Suivirent la création des universités de : Valence en 1209 en Espagne, Oxford en

1214 en Angleterre, Paris en 1215 (Sorbonne) en France, Naples 1224, Padoue en 1228, Cambridge et Toulouse en 1229 (pendant que le comte de Toulouse publiait des ordonnances contre les hérétiques pour l'Inquisition), Salamanque en 1230, Rome en 1245, Coimbra en 1279, etc. Chaque université avait sa spécialité et les professeurs enseignaient sur une durée limitée (2 à 3 ans), ce qui permettait la circulation des savoirs.

1.

Espace de classification d'humains en objets du pouvoir

Sélection, candidature, examen, concours, ne sont que l'organisation des médiocres de ce qu'ils ne peuvent pas se rendre compte par eux-mêmes du talent, de la compétence, de la capacité unique de chaque individu. Il leur faut un espace de classification d'humains conditionnés en objets et similarisés (éduqués) malgré leurs différences pour la compétition. **Trop de différences, interdit toute compétition.** Il leur faut ségréguer pour ressentir le pouvoir de la discrimination. L'idéologie d'une seule place pour plusieurs candidats dont un seul sera élu, est une pratique d'affirmation du pouvoir et de frustration volontaire ; on affirme son pouvoir qu'en frustrant son prochain. Mais les arts ne sont pas un sport de compétition et ne

devraient pas être compromis dans cette mascarade médiocratique.

mars 2010

6.

Chacun tient son petit rien

Chacun tient son petit rien, ne lâchera pas ce qui lui revient, même ce qu'il n'a pas ou ce qu'il tente d'avoir, mais n'a pas. C'est **le principe du droit à la propriété** inculqué, dont l'objet de la propriété n'existe pas, que dans les esprits manipulés et tenus à obéir à leurs « habitudes ». Notre société est constituée comme un grand camp disciplinaire où chacun est éduqué l'un contre l'autre, à être en compétition permanente contre l'autre ; jusqu'à redouter l'autre de sa présence pour qu'il ne lui vole pas sa place, son droit à la propriété qu'il n'a pas. « Diviser pour régner » reste d'actualité et tend même aujourd'hui à être : « semer la discorde pour régner » (qui légitime l'intervention des « forces de l'Ordre »). Le camp disciplinaire que nous avons construit et dans lequel nous vivons est en tout point semblable au modèle de la prison. Seul diffère sa vastitude. Des cellules isolées (maison), des gardiens pour veiller à l'obéissance de la discipline (police) et aucun moyen aisé de s'évader (de sa condition d'esclave). Voici nos **villes-prison**. Le modèle de la prison nous dit Michel Foucault est moins l'enfermement que l'obéissance à la routine : un dressage permanent à la normalité par l'humiliation de soi. L'humiliation dans nos sociétés hostiles réside dans la figure du « perdant » dans

celui qui sera laissé pour compte, abandonné parce qu'il est différent. La peur (sont nos chaînes) pour qui ne veut pas être rejeté ni méprisé, mais qui reste constamment rejeté et méprisé de toute façon. La propriété ne sert qu'à interdire l'accès et de s'organiser pour. De la nation qui identifie et ségrégationne ses usagers « nationalisés » [1], jusqu'au « droits d'auteur » qui violent ses usagers de l'usage de ce que l'auteur croit avoir été l'unique créateur. Chacun veut posséder quelque chose qu'il ne possède pas et ne possédera jamais : l'unicité et l'éternité. Etre « propriétaire » de sa petite maison (cellule) rassure (« tous veulent me voler Ma maison » sic), mais ne soulage pas l'insignifiance de son existence : Ma maison va disparaître avec moi « seul-e comme un-e con-ne ». Pourquoi chacun tient à son petit rien qu'il ne lâchera pas ? Un petit rien qui ne justifie en rien l'effort qui lui est attribué. Mais une attitude qui développe le « droit » d'interdire à toucher son petit rien. A protéger le règne de la censure et de la discipline, à protéger l'institution du camp disciplinaire. Le camp disciplinaire que nous instituons en permanence par nos attitudes éduquées à la propriété.

Note

[1] « l'idée de ségrégation [...] s'appuie sur le slogan "Égaux, mais différents." On sait que l'idée "d'égalité dans la différence" en fait manifeste toujours un refus de

l'égalité. La ségrégation a amené aussitôt la discrimination » Simone de Beauvoir cité par Paul Robert dans son (petit) dictionnaire au mot « ségrégation ».

5.

100 000 euros pour une oeuvre d'artiste

La politique du 1% du bâtiment pour une oeuvre d'art a touché la médiathèque de Tulle avec la direction régionale des arts et de la culture qui a commandé le conseil général, le conseil régional et la mairie a organiser une compétition pour élire un artiste qui bénéficie de 100 000 euros pour installer une oeuvre permanente qui s'intègre dans l'architecture de la médiathèque. Sur une centaine d'artistes, 1 est élu-e. Nous avons déjà ailleurs critiqué cette pratique de l'appel d'offres aux artistes, de l'injustice qu'elle génère et de l'incompétence de ceux qui la provoquent [voir infra l'article : « Tentative de compréhension : festival et programmation d'artistes »]. 100 000 euros aujourd'hui est une somme très importante pour un seul artiste, presque insultante envers les autres non retenus qui créent sans moyens. Elle confirme la pratique de la ségrégation et du privilège : c'est-à-dire l'expression du pouvoir politique. Car, le critère du choix imposé par les politiques ne peut-être que le **critère de prestige** pas

celui de la qualité de l'oeuvre : c'est-à-dire un-e artiste assez malin-e pour naviguer et surtout se montrer et séduire le milieu des « artistes inscrits à l'histoire de l'art occidental » déjà élues par l'Institution : le choix est déjà fait en produisant ce qui est attendu. Sans critiques d'art éveillés-es, personne aujourd'hui dans une commission n'a les capacités d'apprécier une oeuvre originale d'artiste : qui peut prétendre connaître une démarche artistique de l'intérieur ? Par contre il est aisé de distinguer une copie d'un travail original même un travail insignifiant, mais vraisemblablement pas pour tout le monde. Tout cela demeure de l'esbroufe animatoire où chacun méprise chacun dans son ambition arriviste, mais où certains quand même rient du grotesque de la situation. Un bain dans l'hypocrisie de la bêtise pour maintenir la médiocratie en place.

Pourquoi **l'architecture** (les architectes) a-t-elle **évincé l'art du bâtiment** ? Peut-on concevoir par exemple la chapelle Sixtine sans les peintures de Michel Ange ? Des collaborations qui formaient un tout, aujourd'hui semblent brisées. D'où la nécessité par André Malraux d'une imposition par loi du 1% pour insérer de l'art par décret (par la force) dans l'architecture. Que s'est-il passé pour que les architectes rejettent la collaboration des artistes peintres, sculpteurs et des compositeurs dans l'élaboration des bâtiments pour que Malraux se sente obligé de décréter une loi pour obliger les bâtiments à

recevoir de l'art ? Les architectes peuvent-ils me répondre ? ici

L'art et les nouvelles technologies restent une tendance toujours à la mode. Nous savons que les technologies servent une idéologie, celle du progrès. Le progrès est un concept technique et mécanique de construire des machines pour servir les humains et leurs rêves, hors aujourd'hui nous constatons le contraire : les humains sont asservis aux machines. Les utopies des années 50 60 70 sont toutes éteintes et les possibles de l'époque ne le sont plus aujourd'hui : par manque de « disponibilité du possible ». Les nouvelles technologies de l'art exposées aujourd'hui ne servent que le relai publicitaire à pratiquer les technologies de la rentabilité où les « sponsors » ne devraient pas manquer, mais où l'État prend le relai. Dans la situation actuelle où « L'artiste se contente, il n'est plus engagé » cela donne des oeuvres insignifiantes et surtout une escroquerie d'abord de l'artiste envers lui-même puis de l'artiste envers la communauté commanditaire et ségrégationniste. Tous savent que ça ne marche pas, mais tous le font quand même. Sans doute pour garder la croyance obsolète du progrès de l'humanité à travers la technique et les arts qui aujourd'hui ne fonctionnent plus et où le problème technique est devenu insolvable pas par manque de moyen, mais par manque de volonté de disponibilité de l'intelligence.

4.

Que nous reste-t-il à nous artistes ?

« L'artiste aujourd'hui se contente, il n'est plus engagé » nous dit l'artiste Dorothée Sadowski dont ce constat désespérant la démotive de continuer à peindre dans ce contexte d'agonie de la pensée et de la conscience artistique occidentale. La motivation d'exister comme individu unique et remarquable est anéantie et même est dangereux. Révéler le malaise, expose à l'agression. Le règne de la conformité détruit toute originalité et permet l'existence massive de l'insignifiance jusqu'à sa sublimation. Nous sommes devenus des machines obéissantes appréciant le fade et le médiocre. Nous avons perdu nos motivations personnelles de vivre, l'amplitude existentielle. « La standardisation de la création » a détruit la création artistique, l'originalité et l'individualisme sont annihilés pour un divertissement de pacotille généralisé. Les arts sont devenus une animation standardisée. Comment dans ce contexte de mort, vivre et résister de sa création, de sa différence ? Aujourd'hui je me retrouve dans « le degré zéro du possible social », anéanti quant aux moyens de pouvoir créer et réduit à ne plus créer : je ne peux plus rien faire, ni projeter aucune création exceptionnelle sans être ignoré. Le corps social a eu raison de ma personnalité artistique dérangeante à me réduire au silence, à ce que je ne fasse plus rien ni de

vagues ni de remous, à ce que je me taise complètement. Ici à Toulouse je suis le seul artiste à hurler un « non » de désespoir, le seul artiste-résistant public à avoir été bâillonné par l'indifférence. Le seul à s'insurger contre les pouvoirs culturels politiques dominants jusqu'à être le seul à mettre en procès une salle publique subventionnée qui abuse de son pouvoir dominant à dénigrer tout le processus du travail artistique de création. Il n'y a autour de moi que des « acteurs culturels » qui agissent sans le savoir à la destruction des arts. La conscience essentielle de chacun semble avoir disparu au profit de débats d'intendances et de subventions. Chacun semble s'être réfugié dans une inconscience volontaire pour ne pas être le témoin du désastre culturel, et s'anesthésier de la constatation douloureuse de la ruine de la création artistique.

Que nous reste-t-il à nous artistes, isolés, rendus sans moyen, ignorés, même détestés à chacune de nos rares apparitions de montrer sa création ? Il nous reste à nous étonner soi-même afin que notre flamme créatrice ne s'éteigne pas, pour que notre sens de vivre ne s'éteigne pas, malgré le rejet général de tous. Que notre motivation ne s'éteigne pas. Dans notre isolation extrême, nous devons nous préserver de la bêtise destructrice : tels des rescapés, nous devons survivre au désastre pour témoigner aux nouvelles générations d'autres possibles pour la vie humaine. D'autres possibles

non hégémoniques où chacun-e peut s'épanouir individuellement dans son originalité sans se sentir en danger permanent comme aujourd'hui. Nous artistes-résistants, il ne nous reste que le pouvoir de s'étonner soi-même pour que le sens de l'humanité puisse nous survivre à des jours meilleurs. Seul-e, isolé-e, pour ne pas mourir : il faut continuer à s'étonner soi-même pour étonner les autres quand ils se seront tous réveillés.

3.

Éducation du racisme à l'école française 1

La propagande gouvernementale s'attaque directement à nos enfants. Dans les classes « préparatoires » de 6 à 11 ans, on apprend dans les livres de classe à distinguer un Français d'un étranger (**à colorier**), une personne qui travaille d'un oisif : chômeurs, étudiants, retraités (**à colorier**). Cette nation a-t-elle l'ambition de naturaliser un état raciste et discriminatoire ? Et pour quelle raison ? Est-il si agréable de vivre dans un sentiment de haine et d'hostilité ?

2.

Tentative de compréhension :

festival et programmation d'artistes

L'état de l'abondance de milliers de demandes pour un festival de quelques jours est une situation qui interpelle. Des milliers de propositions d'artistes qui désirent montrer leurs travaux démontrent qu'il n'existe plus de figures majeures de l'art d'aujourd'hui comme par le passé, mais quelque chose de dilué par manque de médiatisation du travail pour qu'il soit reconnaissable et en vivre. Ou, que ces figures ne se reconnaissent plus. Les données de l'histoire de l'art changent. Mais les milliers de demandes sont-elles toutes valables ? Selon quel critère de valeur ? Comment est jugée la valeur d'une oeuvre aujourd'hui ?

Voici un paradoxe : sélectionner des personnes est une forme d'autorité dans le choix qui se réalise et qui reste une forme de ségrégation alors que le festival est une forme de rassemblement. Les artistes sont sélectionnés le public non : au contraire. La sélection, le critère de sélection, l'examen sont, la manifestation du pouvoir disciplinaire nous dit, Michel Foucault. Ce pouvoir disciplinaire aujourd'hui s'exprime dans la cordialité. Une aptitude, un talent n'ont pas besoin de jugement mis en scène. Ils sont simplement désirés et choisis par les mélomanes. Le choix n'est pas la sélection. Le jugement-mis-en-scène n'existe que pour l'expression de l'autorité qui est l'expression de la terreur. La terreur règne dans la dévalorisation. La terreur s'exprime pour les candidats « non retenus » : les laissés pour compte : les « victimes

du système », objets de la terreur. L'autorité de la terreur même cordiale même conviviale est exprimée par l'inaptitude de ceux qui en usent. D'où la mise en scène pour s'impressionner et impressionner le candidat examiné : des milliers de candidats et peu d'élus. Le bon sens n'a pas besoin d'impressionner. La mise en scène de l'autorité cache l'incompétence de l'autorité dont les choix restent fondamentalement aléatoires et intéressés. Dans ce cas, la valeur du travail artistique devient inutile à ce type de festival et par extension à cette société où, le travail artistique devient imperceptible, car noyé dans l'abondance : il est devenu sans intérêt dans l'abondance de l'insignifiance. Il ne suffit que de manifester sa candidature pour être artiste ? Quel est alors l'intérêt d'être un artiste aujourd'hui si son travail est imperceptible, voire insignifiant ? La justification de la sélection dans l'abondance : « on ne peut pas satisfaire tout le monde », est un critère d'administration paresseuse qui ne peut se justifier dans cette nouvelle donne, mais est aussi l'expression d'un pouvoir constitué autoritaire. Dans ce cas, la forme festival n'est plus adaptée à cette demande abondante. Il faut trouver d'autres formes de médiatisation. Mais cette abondance est-elle réelle, avec des talents identifiés ou bien est-ce chacun qui tente sa chance de se montrer, sans travail original, mais dans la tendance, pour justifier l'autorité factice du festival où son succès importe plus que celui des artistes conviés ? La valeur d'un festival se mesure-t-

elle aujourd'hui par le nombre de ses courtisans ?

Un appel à candidature pour un festival confirme une inconnaitance des candidats souhaités, un manque de culture ou le désir d'élargir sa palette de connaissances aux candidats inconnus (dans la passivité souveraine. Qui chasse : le festival ou l'artiste ?). Dans les deux cas, si le festival ne peut inviter tous les candidats sollicités c'est qu'il pose des conditions : c'est-à-dire des critères de sélection et donc de ségrégation entre les candidats retenus et ceux non retenus. C'est un acte qui construit une autorité sur l'expression du pouvoir ségrégationniste : « toi tu rentres et toi tu ne rentres pas » (sic). Est-ce là l'expression de la festivité ? Le festival qui affirme son pouvoir en provoquant la frustration ? Si le festival n'est plus une fête (une dépense libre de temps), il devient un évènement commercial et publicitaire aux enjeux d'intérêts politiques et/ou financiers même claniques et surtout égotiques. Il est dans ce cas délaissé par les artistes et envahi par les animations. Et dans ces conditions, le festival n'est plus un festival, mais un support pour annonceurs dont le contenu importe moins que l'autorité de celui-ci. Voici aujourd'hui le prix de la médiatisation des oeuvres d'art devenue impossible. Et celles-ci disparaissent par l'expression égotique de la majorité des festivals qui agissent pour le règne de la médiocratie.

1.

Politique de la confusion volontaire I

Le concept de « terroriste » sert aux gouvernements de justification à ses agissements hors la loi. La notion de terroriste est une justification idéale, car elle est approuvée consensuellement par la population sans consultation : « c'est normal quand la société est en danger ». La population refuse le fait de se sentir en danger, et toute action (mesures) contre ce danger n'est à priori qu'approuvée par les électeurs (population non majoritaire). Même si l'inexistence du « terroriste » est prouvée, la croyance l'emporte pour que des individus ne deviennent pas les futurs ennemis de l'Etat « on ne sait jamais » (sic) : des criminels, c'est-à-dire des terroristes. Des symboles du chaos et du désordre : « l'Enfer invivable pour tout citoyen civilisé catholique éduqué dans la paix (du paradis) » (sic).

Créer des ennemis imaginaires est nécessaire à justifier la guerre. Sans ennemi pas de guerre, pas de jeu possible. Créer des ennemis imaginaires est nécessaire à justifier les dépenses de sommes indécentes de ses contribuables. L'argent des contribuables est dépensé majoritairement dans la guerre : et principalement dans l'information et l'armement et moins dans la solde du soldat (trouffion de base) et encore moins dans la base nécessaire à vivre de l'humain : l'accès à sa nourriture et

avoir un chez-soi par le partage des richesses est négligée par la politique du pouvoir.

Prendre le pouvoir politique est un acte de terreur, et ceux qui votent en faveur de cette prise de pouvoir sont les lâches de cette société : ceux qui ont besoin de protection, car ils trompent la communauté pour se placer du côté des terroristes institutionnalisés au pouvoir. **Le droit de vote n'est pas une faveur à la libre expression, mais une autorisation de soutien à la terreur** : au terrorisme institutionnel du pouvoir [2].

Peu d'humains désirent la guerre, car chacun sait les souffrances endurées. La résolution d'un conflit ne passe pas par la guerre qui l'entretient, mais par l'entente de ses belligérants. Un conflit global ne concerne en rien la vie locale : il impose sa misère. **Les dirigeants des nations sont les générateurs de guerres qui ne concernent en rien ses habitants**, même les idiots qui acclament l'autorité.

Le langage qui embrouille le but discuté par des euphémismes d'euphémismes, etc. permet aux politiques au pouvoir de prendre du temps dans le débat. Les confusions demandent à être élucidées, et cela demande plus de temps à comprendre qu'une énonciation claire et comprise dans l'immédiat. La décision est remise à plus tard par le débat corrompu, pendant que la décision

s'exécute : malgré les oppositions du bon sens.

Comment résister contre cette vague médiocratique qui submerge tout ?

Note

[2] Depuis le XVIII^e siècle nous savons grâce à Condorcet que le vote est paradoxal. Le phénomène est nommé « effet Condorcet » ou « paradoxe du vote ». Le paradoxe du vote « consiste en la formation d'une réponse collective contradictoire à partir de réponses individuelles cohérentes » (Bernard Valade). Le paradoxe du vote vient de la relation transitive (si A aime B et B aime C alors A aime C) qui ne se vérifie pas pour l'individu dans la société. Les choix collectifs ne sont pas transitifs : une assemblée peut dans un vote préférer A à B, B à C et – c'est là le paradoxe – C à A. Les préférences de l'individu ne sont pas les préférences de la société. Et les résultats du vote sont faussés par cette transition impossible, et, de constater qu'« un système électoral où la majorité l'emporte toujours est impossible ». Kenneth Joseph Arrow parvient à la conclusion qu'un système d'élection peut conduire à des résultats très différents même si les préférences individuelles restent identiques. Le choix qualitatif ne se retrouve pas dans le résultat numérique. « Le paradoxe a d'autant plus de chances de se produire qu'est plus élevé

le nombre d'électeurs et de candidats » (Nicholas Falletta). « L'élection est une manière de reproduire et de perpétuer la domination d'élites sociales » (Christophe Voilliot) en dépit des électeurs croyant à un système équitable de choix. En quoi cela sert-il le public de jouer la direction d'un pays avec des élites déjà en place ? Selon le paradoxe, la personne élue n'est jamais la personne préférée des individus votant. Le système électoral n'est pas un système équitable pour une politique communautaire des individus dans la société. Le vote n'offre aucune solution ordinale à la volonté d'élire à l'équité. Le système électoral est un leurre politique qui maintient les élites déjà en place au pouvoir. Qui ne le savait pas ?

février 2010

2.

Le **Service Public** ou la **disparition progressive de l'entraide** ?

Les services publics principaux privés et privatisés en France :

01. l'eau : gratuite : sa gestion rachetée aux communes par la Générale des Eaux devenue Véolia et la Lyonnaise des Eaux : entreprises privées.

02. la santé : la Sécurité Sociale est un service public géré par une entreprise privée la CPAM en instance d'absorption par les assureurs privés.

03. les ordures : sa gestion rachetée aux communes par la Générale des Eaux devenue Véolia : entreprise privée.

04. l'énergie électrique : EDF (Électricité de France) privatisée : parts vendues aux petits porteurs (sauf les centrales nucléaires).

05. l'énergie gaz : GDF (Gaz de France) privatisé : parts vendues aux petits porteurs.

06. énergie pétrole : Total, Elf compagnies françaises d'économie mixte : mi-public mi-privé [1].

07. communication : PTT (Postes, Télégraphes, Téléphones) devenues La Poste : privatisée (c'est adjointe être un service bancaire).

08. communication : PTT (Postes, Télégraphes, Téléphones) devenues France Telecom devenu Orange : privatisé.

09. transport terrestre : SNCF (Société Nationale des Chemins de fer Français) : privatisée.
10. transport souterrain : RATP (Régie Autonome des Transports Parisiens) semi-privatisée.
11. transport aérien : national Air Inter : absorbé, international Air France : privatisé.
12. média : télévision : première chaîne devenue TF1 : privatisé, vendu à une seule entreprise : Bouygues.

Services publics principaux non encore privatisés et en instance de privatisation :

01. Service de santé : les hôpitaux, la Sécurité Sociale est un service public géré par une entreprise privée la CPAM en instance d'absorption par les assureurs privés.
02. Services sociaux : la Caisse d'Allocation Familiale (charité nationale aux familles et personnes démunies en dessous du seuil de pauvreté).
03. Service d'enseignement : l'école et les universités : débordées par les frais de fonctionnements et pénétrées par les compagnies privées (éditions, assurances, publicité, alimentation, etc.). Aucune indépendance des écoles : l'académie (circonscription de l'enseignement créée en 1808) veille avec son programme et ses inspecteurs. Indépendance difficile des universités dues au financement de l'État assimilé au pouvoir du gouvernement qui ordonne l'obéissance.
04. Service de financement public : les ministères (du latin ministerium « fonction de serviteur »), mais les

ministères ne demeurent une source de privilèges que pour certains élus.

05. Services de secours : les sapeurs-pompiers (fonctionnaires au statut particulier sous l'autorité du préfet ou du maire). Les unités militaires de la sécurité civile qui dépendent de l'armée. Le SAMU (Service d'Aide Médicale Urgente) attaché aux services des urgences des hôpitaux.

06. Services de savoir : les bibliothèques et médiathèques publiques.

07. Service d'information radio : ORTF devenu Radio France (France Inter, Musique, Culture, etc.) un service de divertissement au poids public du marché par l'indice d'écoute.

08. Service d'information télévision : Antenne 2, FR3, TV5, la Cinq, Arte : fonds publics (redevance TV) et privés (publicité) sont devenues des services de divertissements soumis comme les chaînes privées à l'audimat : la vente du temps d'antenne au maximum de spectateurs.

Si aujourd'hui, il peut encore exister un « Service Public », c'est uniquement grâce aux désobéissances de ses fonctionnaires. Les lois de l'Administration ne sont pas pour que le public se serve, mais pour que le public la serve. C'est le public qui alimente l'Administration. Sans public il n'y aurait pas d'Administration possible. Le « Service Public » est un système de partage qui est

maintenu par les fonctionnaires rebelles qui désobéissent aux procédures mécanisées des lois de l'Administration et s'intéressent au cas par cas du citoyen public en difficulté dans la communauté et s'interposent face aux abus de l'autorité. Être attentif au cas particulier (il n'existe que des cas particuliers) par un fonctionnaire demande un supplément de travail. Ce supplément de travail qu'il soit ou non accompli n'est pas rémunéré. Pour que le Service Public existe, il faut que le fonctionnaire soit motivé à réaliser un travail supplémentaire non rémunéré. La procédure mécanisée administrative reporte et classe le problème, mais ne le résout pas. Il n'y a que l'intervention humaine avec la volonté de comprendre qui puisse résoudre un problème : un cas particulier. C'est pourquoi un service public privatisé ne peut plus être le Service Public puisque la société privée doit rendre des bénéfices à ses investisseurs (généralement des vieux : des petits porteurs qui achètent des parts pour une retraite paisible) : les salariés du service privatisé ne peuvent et ne veulent plus donner de leur temps de travail, non payé pour résoudre un problème particulier. Leur temps est mal payé et ils ne peuvent et ne veulent pas le perdre. Le contact entre le fonctionnaire et le public est rompu. Et les fonctionnaires deviennent remplaçables par des machines grâce au particulier effacé. La présence humaine disparaît petit à petit du service public privatisé pour laisser place à un paysage urbain mécanisé. La

suppression des postes salariés est la conséquence logique d'une entreprise qui produit des bénéfices à ses investisseurs : le travail automatique est préféré au travail humain. La transformation du salariat en machine (automation) réduit le contrôle du travail à un problème technique. Les « problèmes sociaux » eux, sont retirés des cahiers des charges de l'entreprise mécanisée. Mais pourquoi privatiser ou dénationaliser un service public ? Privatiser c'est vendre une entreprise publique sans l'accord public et encaisser le bénéfice de cette vente. C'est un gain financier éphémère et une déresponsabilisation du gouvernement dans la gestion du Service Public : du travail en moins pour ceux qui gouvernent. Privatiser, c'est annihiler l'esprit de service pour celui de bénéfice, c'est l'entreprise égoïste d'une propriété privée contre la solidarité du service pour tous, du soutien mutuel, du secours.

La police n'est pas un service public, mais un service du gouvernement : les garants de l'autorité par la force physique armée contre les débordements et les désobéissances publics. C'est un service de répression du pouvoir plus que de protection des citoyens. L'armée pareille n'est pas un service public, mais un service du gouvernement : les garants de l'autorité nationale contre les ennemis de la nation. Dans ce sens, l'armée perd son sens, car aujourd'hui pour qu'il y est ennemi, il faut le fabriquer : à coups de ventes d'armes. L'ennemi s'achète

tout comme la paix (de ce que vend la guerre, de ce que la guerre fait vendre).

Le financement public des arts, comme beaucoup d'artistes ne l'ont pas cru, n'a jamais existé. L'État n'utilise pas l'argent public pour financer le travail des artistes, mais pour financer un idéal politique du loisir, autrement dit, du divertissement soutenant la propagande idéologique du gouvernement. Une diversion de la vérité. Le ministère de la Culture a été créé pour cela. Une mise en scène spectaculaire de l'idéologie gouvernementale du mensonge : ce ministère aurait pu se nommer ministère du Spectacle (« le monopole de l'apparence » nous dit Guy Debord) pour masquer la vérité. Le ministère de la Culture n'est pas un Service Public, mais comme pour la police (ministère de l'Intérieur) un service du gouvernement.

Pour rétablir un Service Public, il faut des fonctionnaires rebelles à l'égoïsme, à l'automation et à l'absurdité de l'autorité avec une idéologie de servir et non de profit. De servir le public et non de profiter du public. Pour rétablir un Service Public, il faut abolir la hiérarchie (qui surveille et punit) pour des concertations et des ententes. Il faut abolir le « plan de carrière » au profit de la passion pour son métier. Pour rétablir un Service Public, il faut partager les richesses en abolissant les privilèges des gouvernants. Puis abolir les gouvernants eux-mêmes

et établir la souveraineté du citoyen. Mais dans de « mauvaises mains » le Service public est une arme redoutable de répression. Il se conforme à l'usage idéologique du gouvernement qui penche vers l'égoïsme (propriété) ou la générosité (partage). Dans les deux cas le Service Public ne peut être rendu qu'au public.

Note

[1] Il existe une tradition spécifiquement française d'économie mixte, mi-publique, mi-privée, où le dialogue entre les représentants des intérêts économiques et sociaux et l'État était permanent. « En avril 1991, date à laquelle un décret du gouvernement de Michel Rocard autorise les entreprises publiques à ouvrir leur capital à hauteur de 49,9 % à des actionnaires privés. Trois opérations vont alors s'enchaîner en quelques mois, touchant le Crédit local de France en décembre 1991 (20 % du capital), Elf Aquitaine en mars 1992 (2,3 % du capital) et Total en juin 1992, entreprise dans laquelle la part directe de l'État passe de 33,9 à 15 %, rapportant 9 milliards de francs au Trésor public. » Philippe Denoix. « Le programme de 1993 avait prévu le passage au secteur privé de vingt-sept Services publics. Sur ce total, treize sociétés purent être privatisées. Parmi les plus importantes figuraient Saint-Gobain, la Compagnie générale d'électricité (future Alcatel-Alsthom), la Société générale, Paribas, Suez, le Crédit commercial de France,

Havas et Matra, auxquels devait s'ajouter T.F.1. Les actions de ces sociétés furent vendues en Bourse par une série d'offres publiques de vente, dont le produit encaissé par l'État atteignit 73 milliards de francs. » P.D. L'État a encaissé, sur cinq ans (de 1993 à 1998), environ 300 milliards de francs (50 milliards d'euros) en recettes des privatisations, selon l'estimation du gouvernement, donc : certainement plus.

1.

L'insignifiance derrière la philosophie contemporaine

Nous sommes étonnés de constater que le philosophe **Jacques Rancière** s'attarde à des thèmes pas vraiment utiles pour la communauté concernée ou qui n'alimentent pas la situation actuelle de crise, de médiocratie, ou de politique culturelle autoritaire. « Le partage du sensible, esthétique et politique » est un exemple de sujet dont les personnes concernées ne le sont pas : surtout ceux agissants dans le domaine de l'art et de la politique. Soit c'est un texte hypocrite : chacun sait que la politique ne partage jamais et surtout pas avec l'art : les politiciens veulent le pouvoir sur les autres et les artistes le pouvoir sur leurs oeuvres : le contraire de la même chose où chacun est positionné en ennemie de l'autre : l'artiste redoute autant le politicien qui redoute l'artiste. Soit c'est un texte condescendant qui écrit pour ne rien dire

(abusant de sa notoriété pour un parterre d'admirateurs /trices) et qui caresse l'approbation et la présence du philosophe dans la politique culturelle médiocratique. Recevoir sa subvention et son temps de présence « d'antenne » qui entretient sa gloriole intellectuelle. Mais dans les deux cas, le philosophe soutient la déchéance des arts provoqués par une politique autoritaire de l'Etat financier. Et nous en sommes profondément désolés, surtout après avoir lu son ouvrage « le Maître ignorant » (1987) où il développe que le savoir ne réside pas dans l'accumulation de celui-ci. Le partage du sensible ne peut se faire que de concert, sans marque de clan : sans ennemi. Où le politique et l'artiste deviennent des humains débarrassés de leurs personnages à fonction sociale : ce qui demeure impossible puisque leurs rôles sociaux disparaîtraient et dans ce cas ne pourraient pas produire du sensible identifié même identifiable. Politique et arts restent incompatibles dans un système social de domination. Jacques Rancière serait-il devenu le philosophe contemporain de l'insignifiance ? Avec l'inconscience en plus de vouloir l'expliquer : expliquer la justification de la perte du sens par des textes illisibles dont se détache toute curiosité et l'intérêt du lecteur concerné. « La métamorphose des Muses » (sonic process 2002) va dans le même sens : une commande que personne ne lira jusqu'au bout et qui n'alimente rien, juste « le monopole de l'apparence » que dénonçait Guy Debord sur le

spectacle social de la consommation. Constatons que les textes de et sur l'art sont infectés par l'insignifiance, sans doute pour une nouvelle expression : « l'art de l'insignifiance » qui envahit les marchés. Et dont le philosophe Jacques Rancière se fait malgré lui l'un des chefs de file ?

janvier 2010

3.

Sécurité Sociale et ségrégation 1

Je reçois ce mois de janvier une missive de la Sécurité Sociale me demandant de prouver ma « résidence stable et effective en France » en « attestant du caractère permanent de la résidence ou du séjour d'une durée supérieure à six mois » sous peine de perdre mes droits. Voici un ordre qui va expulser tous les pauvres sans domicile des droits à la santé en France. Cette missive anonyme de la Sécurité Sociale est comme une « assignation à résidence » des citoyens français ordonné par l'État et contrôlé par la Sécurité Sociale. Chacun sait que pour retrouver n'importe qui, l'administration la plus compétente est la Sécurité Sociale (les huissiers le savent bien). C'est elle qui détient toutes les informations attribuées à chaque Français à sa naissance ou à sa naturalisation : le numéro de Sécurité Sociale est là pour le prouver. C'est elle aussi qui voit que chaque Français ou étranger travaille ou ne travaille pas, où il réside ou ne réside pas. La Sécurité Sociale est l'oeil de l'État sur chacun des Français. Mais pour une sécurité sociale : l'exclusion se dévoile et ses premières victimes sont ceux désignés comme « vagabonds ». Et ensuite, ceux désignés comme qui ? La demande de preuve de « résidence stable et effective en France » par « la présentation de son avis d'imposition » prouve que le

gouvernement par des voies détournées a endettés ses citoyens et qu'il veut plus d'argent et faire un coup double : renforcer l'exclusion (se débarrasser des populations françaises insolubles, mais où et comment ?) et coincer les pauvres qui « oublient » de payer les impôts. Voici des abus médiocratiques du pouvoir contre les citoyens, et chacun sait que l'exclusion n'est qu'un leurre pour légitimer un gouvernement.

2.

Prévention pour cultiver la peur, mais pourquoi ?

Chaque mois avec mon relevé de compte, ma banque, ma compagnie de téléphone, mon assurance, etc., m'envoient un dépliant d'information sur des sujets estimés d'intérêt pour la communauté, je suppose. Ce mois-ci, je reçois l'information « Surfez en toute sécurité sur Internet » et « sécurité renforcée sur www.mabanque.fr » dont voici les recommandations émises par la compagnie privée, mais rapportées des recommandations du gouvernement français dont l'adresse est indiquée à la fin :

« RAPPEL : quelques règles simples et efficaces

1) Modifiez régulièrement votre code confidentiel et les signatures protégeant vos accès à vos opérations (ordres

de virement et de placement).

2) Protégez votre ordinateur avec un antivirus à jour, un pare-feu et des mises à jour régulières de votre système d'exploitation.

3) A chaque connexion sur www.mabanque.fr, consultez les messages envoyés pour chaque ajout ou modification d'un bénéficiaire de virement.

4) Vérifiez à quel site vous avez affaire. Saisissez vous-même directement l'adresse d'un site grâce à votre navigateur web ou cliquez sur des liens sûrs mis en favoris. Ainsi, ne vous connectez jamais à www.mabanque.fr à partir d'un lien reçu par courrier électronique.

5) Retrouvez les bons réflexes à acquérir sur le web en consultant www.surfez-intelligent.gouv.fr »

(avec la photo d'une femme heureuse habillée de blanc propre qui sourit de toutes ses dents blanches, assise pieds nus par terre devant et pas sur son canapé (il fait chaud : elle n'est pas pauvre), avec son ordinateur portable sans fil à ses pieds (en dévotion) dans le ton de l'ameublement et ouvert (l'objet de consommation jetable qu'elle fait fonctionner avec le sourire) sachant que les machines ne fonctionnent jamais comme il faut et que ça agace plus que ça ne remplit de joie.)

La première réflexion qui vient à l'esprit est : mais protéger quoi et se protéger de quoi ? S'il faut se

protéger, c'est qu'il existe une hostilité : quelqu'un qui veut me nuire personnellement. Mais ai-je des ennemis identifiables qui aient le pouvoir de manipuler ma connexion Internet ? A part les services de surveillance attachés au gouvernement, je ne vois personne d'autre qui a le pouvoir de s'introduire dans mon ordinateur volontairement pour me nuire personnellement.

En fait, ce type de message est : un générateur d'occupations de l'esprit, une stratégie d'accaparer votre esprit : « régulièrement modifiez votre code confidentiel », « vérifiez à quel site vous avez affaire », et une incertitude quant au bon fonctionnement du programme sur le réseau du producteur qui se cache derrière l'hostilité d'ennemis inconnus. Et surtout : de la publicité masquée en prévention.

La période de la diffusion des virus informatiques par de jeunes programmeurs PC pour tester leurs aptitudes est révolue. Il n'y a plus de virus informatiques dans les machines ni dans le réseau. Par contre, il existe une grande quantité de « malwares » : des petits programmes malveillants qui s'introduisent dans votre système pour vous obliger à acheter les produits des mêmes émetteurs de « malwares ». Généralement les programmes détruits. Si c'est le cas, c'est que vous avez surfé les sites commerciaux agressifs.

J'ai testé les cinq programmes antivirus les plus utilisés sous Windows en faisant « scanner » les disques durs de mon ordinateur par ces cinq antivirus à la suite. Le

résultat est qu'aucune détection de virus ne se recoupe : chaque antivirus a « trouvé » ses propres virus dans différentes applications. Un antivirus aujourd'hui ne sert plus à rien qu'à ralentir son ordinateur. Un part-feu bien conçu par contre permet de voir ce qui rentre et ce qui sort de son ordinateur connecté sur Internet. Il existe des parts-feu « freewares » gratuits qui font bien le travail. A l'usage c'est un peu agaçant, car une fenêtre de commande apparait à chaque intrusion.

Mais que font ces « malwares » ? Peuvent-ils détruire mon ordinateur ? Non. Peuvent-ils détruire le système d'exploitation ? Non. Peuvent-ils me voler ou détruire mes fichiers sur mon disque dur ? Non. Alors, de quoi parle-t-on ? De perte de temps, de désagréments avec les applications et le système d'exploitation Windows "infectés", cibles de ces « malwares » : dans ce cas ils faut les jeter parfois formater le disque puis les réinstaller. Les systèmes d'exploitation Macintosh et Linux semblent être dispensés de ces désagréments. Ce qui est vrai pour Linux est faux pour Mac où son System X est la propriété à 60% et est conçu à l'image de Microsoft, mais les désagréments ne se voient pas contrairement à un système comme XP. Le seul système d'exploitation indépendant et gratuit est Linux : c'est vrai que ce système d'exploitation n'a aucun intérêt d'être attaqué par des « malwares » puisque tout est gratuit et tout est visible. Si Linux n'est pas utilisé pour surfer Internet, c'est que l'utilisateur ne veut rien connaître au

réseau informatique.

Quant aux paiements sur Internet, c'est une autorisation de mouvement et en aucun cas un paiement pour un produit. Le paiement se fait plus tard entre sa banque et l'organisme payé. L'argent ne circule pas sur Internet seulement les chiffres et une erreur de chiffre est toujours possible, mais pas de paiement. Quand on n'a rien à cacher, pas besoin de programmes sécurisés. Ça fait 13 ans que j'ai le même mot de passe à cinq chiffres. Donc à quoi sert cette prévention inutile ? Si les risques n'existent pas ? De la publicité masquée en bienveillance malveillante. Cette prévention sert à maintenir la clientèle dans le sentiment d'insécurité pour qu'elle achète et occupe son esprit en continuité à ce qui n'est pas de soi. Le temps d'occupation d'esprit se vend et s'achète. « Des ennemis inexistantes qui en veulent à votre vie » est le classique pour tenir les populations dans la terreur, prête à obéir et à payer (se soulager). Le sentiment d'insécurité sert à construire les dictatures autoritaires politiques ou commerciales masquées d'un sourire de bonheur pour exploiter les populations prêtent à se soumettre naturellement. C'est l'entretien de la médiocratie. Mais ça, nous le savons tous déjà. [1]

Note

[1] voir de l'auteur l'article : Internet, quel est ton intérêt ? ci-dessous :

Internet, quel est ton intérêt ?

Quel est l'intérêt de se connecter à Internet ? Qu'est-ce qui attire à se connecter : le motif ? Voyons un peu : le superficiel et le profond :

- le courrier e-mail instantané : pratique quand on voyage : oui : c'est moins cher que la poste et le téléphone.

- le vidéophone à coût presque nul : oui, ça permet des communications visuelles à longue distance à moindre coût (le coût d'une connexion sédentaire : la connexion, l'électricité, l'acquisition des machines, les meubles et la maison où les installer & le coût d'une connexion nomade : le cybercafé).

- consulter des informations sur un sujet donné : Internet n'est pas encore la Grande Médiathèque Universelle qu'elle devrait être : il y a la résistance absurde du droit d'auteur : ceux qui font de l'argent avec les oeuvres et les ouvrages : les industries du divertissement pas les artistes. Internet ressemble plus aujourd'hui (2009) à une poubelle du savoir qu'à une mine de savoir. Les moteurs de recherche s'essoufflent, les algorithmes d'investigation deviennent inefficaces. Des intermédiaires prennent l'information pour la placer ailleurs sur la toile (?) : copier-coller et la vendre à des gogos. Internet pourrait concentrer le savoir de l'humanité. L'interdiction au téléchargement crée de la

contrebande et de l'intérêt au « piratage » qui n'en serait pas si la GMU s'affirmait nécessaire à tous. Internet révèle le niveau relativement bas de la connaissance mondiale. Mais le site du prix Nobel par exemple montre l'absurdité d'un tel prix. C'est presque immédiat à comprendre, quand les machines ne sont pas en panne : de constater la bêtise de certaines organisations qui s'autocongratulent et qui étaient auparavant inaccessibles : ça ne sert à rien et certainement pas à faire avancer le savoir de l'humanité. Mais Internet donne accès à un nombre beaucoup plus grand d'informations que notre environnement immédiat. Nous apprenons au fur et à mesure à gérer ce grand nombre d'informations.

- faire ses courses : il y en a qui préfère avoir l'objet convoité en main avant de l'acquérir : palper, consulter, essayer, évaluer : sortir de chez soi.

- une vitrine publicitaire : oui, à but lucratif : oui. C'est la majorité des sites web actuellement sur Internet. Montrer ses produits à vendre ou pas. Le site du centrebombe ne fait pas exception.

- une vitrine à l'expression des minorités : oui, Internet est un média accessible à tous contrairement au livre, au disque, à la presse, la radio ou la télévision. La distribution mondiale est immédiate, seul reste le barrage de la langue, mais des traducteurs automatiques sont au travail, mais pas encore au point. Il n'y a pas d'intérêt financier en jeu vu le coût minime pour une publication, contrairement aux autres médias bien gardés.

- voir des films, écouter de la musique, lire des livres : oui.

- jouer à des jeux assis des heures face à l'écran avec des inconnus : oui. Les écrans sont encore primitifs : ils font mal aux yeux, à la tête pour ceux qui en abusent : il est bon de se détacher de l'écran.

- être seul-e devant un écran. Sans personne. Sans personne qui me dise quoi faire.

- ne pas être vu-e comme je suis perçu-e dans ma quotidienneté. La possibilité d'être ce que je désire et pas ce qui m'est imposé.

- un semblant de liberté dans mon isolement.

L'architecture politique d'Internet, où son organisation sociale est « horizontale » est un système multiconnecté qui s'autogénère où le flux est instoppable et où les interdictions sont sans cesse contournables [1]. Si le flux est stoppé c'est la mort d'Internet et personne ne le souhaite. Contrairement à tous les systèmes politiques pyramidaux hiérarchiques vécus jusqu'alors, avec un chef à son sommet, l'organisation d'Internet devrait permettre de faire évoluer l'état d'esprit de l'humanité. Interdire, surveiller et punir n'est pas aussi aisé dans le réseau que physiquement (le corps à corps) : les chances dans le réseau apparaissent plus égales pour chacun. Pour qu'une telle architecture soit mise en service et attire un tel intérêt, alors qu'il n'y a encore que peu de contenu constructif : l'information récupérée n'a

pas encore le poids à construire un savoir universel et exploitable : les informations ne se recoupent pas globalement. Mais il faut qu'il y est un enjeu capital et un intérêt mondial pour que le réseau soit si occupé. N'est-ce pas celui de stopper définitivement entre autres les abus autoritaires de pouvoir et de savoir planétaires et locaux afin que chacun ait les moyens de se cultiver et de s'exprimer directement sans un dédale de péages obligatoires ?

Malgré l'invasion de prédateurs trop gourmands de vente massive (une frustration maligne est le moteur de cette gourmandise exagérée), Internet reste un modèle où chacun à la possibilité d'exister pour soi avec les autres : un système non hiérarchique. Contrairement au modèle « pyramidal ou vertical » avec un chef (trop souvent despotique) au sommet dont nous sommes familiers. La structure d'Internet ne permet pas de prise de pouvoir totalitaire ou absolutiste. Elle ne permet pas non plus l'abus d'autorité : que ce soit dans le savoir ou dans la régulation des comportements des internautes.

La structure « horizontale » d'Internet permet l'expression de sa liberté avec la libre circulation de ses opinions. Aucune loi ne peut contrarier les désirs des internautes, car il y a toujours un chemin à créer pour contourner l'interdiction ou l'obstacle : il suffit de le programmer ou de trouver l'outil nécessaire libre du

hacker destiné à cela. Je pense entre autres, aux lois nationales (locales) interdisant le téléchargement libre. Une absurdité non réfléchie dans le fonctionnement d'Internet où l'accès à sa culture ne se monnaie pas. Internet n'est pas une zone de péage [2], mais a été conçu pour échanger et mettre à disposition gratuite et instantanée (pas d'instantanéité sans gratuité) des informations de la connaissance. Les chercheurs peuvent mettre ainsi leurs points de vu, leurs conclusions en commun afin de comparer leurs recherches dans le même domaine, cela pour trouver plus rapidement ensemble des solutions aux problèmes posés. La mise à disposition instantanée de ce savoir sur Internet permet d'avancer dans la connaissance et la compréhension par le croisement du nombre de points de vu de ces recherches (dans le réseau ftp et email pas toujours dans le réseau web). Mais bien sûr il existe certaines résistances sur la médiatisation du savoir de chercheurs indépendants du réseau universitaire nationalisé ou privatisé (lire le texte « conflict between knowledge and mediatization »).

L'architecture d'Internet est une aubaine pour l'évolution des mentalités. D'abord, sortir de nos organisations sociales autoritaires et hiérarchiques. Ensuite, constater que la servitude volontaire (« du pain et des jeux pour le peuple ») n'est pas une attitude épanouissante ni une nécessité pour notre vie brève.

Chacun de lui-même prend la place de son activité même nulle dans le corps social. Après, prendre de corps la supercherie de ce qui est affirmé réel par une autorité (une autorité est toujours usurpée) comme pour la connaissance manipulée de l'Histoire de l'Humanité. Il existe un grand nombre de griefs avec lesquels nous nous sommes accommodés : et cette accommodation fait notre réalité (encore une fois : « 64000 répétitions font la vérité » nous dit Adolph Huxley), celle de laquelle il est difficile de sortir, car nos oeillères sont solidement fixées par l'habitude et nos attitudes d'automanie [3].

Il est temps de lâcher les hostilités permanentes, ces guerres génératrices d'angoisse, de stress, de mal-être et de dépression qu'un psy ne peut résoudre ni aucune propagande publicitaire, d'un monde heureux imposé. Les pys (comme autrefois les curés qu'ils ont remplacés) sont les gardiens des régimes autoritaires : ils servent à culpabiliser, pointer ou garder l'individu malade au lieu de remettre en question le contexte dans lequel l'individu vie : le contexte social du système autoritaire et hiérarchique cause de son aliénation : le contexte de vie de son existence (voir Michel Foucault : Naissance de la clinique, les Machines à guérir). Il est plus judicieux de consulter des sociologues, des artistes et des philosophes qui laissent des ouvrages de réflexion pour la postérité.

Le livre et l'oeuvre sont la transmission d'une personnalité pensante sur la vie et les questions et l'imagination qu'on se pose sur elle. La gratuité d'accès des livres et des oeuvres est une nécessité afin que chacun puisse comprendre ces savoirs. La gratuité des livres est une nécessité afin d'éviter les médiocrates intéressés à autre chose qu'à transmettre du savoir. La frustration fout la merde, mais elle est entretenue dans nos sociétés pour consommer davantage, encore et encore : du futile : la frustration vide, la frustration crée le manque, ce que la consommation va remplir illusoirement : créer un soulagement éphémère à répéter indéfiniment qui ne profite pas au frustré et ne guérit pas sa frustration. Payer apaise. Internet avec son architecture ouverte permet un accès illimité à ces oeuvres, proposés petit à petit par les internautes eux-mêmes, certains auteurs et que de nouvelles lois, sans succès, veulent interdire l'accès sans péage. Le savoir est de l'information désintéressée et Internet est le médium le plus approprié aujourd'hui pour cette transmission quasi immédiate. A chacun ensuite de faire la distinction entre savoir, art et publicité (propagande mensongère) dans son autoéducation : rien de mieux pour cela que l'autodidactisme.

Notes

[1] Les protocoles : TCP (Transport Control Protocol) et

IP (Internet Protocol) offrent un service réseau indépendant des constructeurs, de l'architecture matérielle, des systèmes d'exploitation et des applications (programmes) [4].

[2] péage : vers 1150 : paage; du latin populaire pedaticum « droit de mettre le pied (pes, pedis), de passer ». Payer : fin du Xe siècle : paier « se réconcilier avec quelqu'un »; du latin : pacare « pacifier, apaiser »; vers 1200 : soi paier de « s'acquitter de ».

[3] automanie : le fait de se réfugier dans une attitude attachée à ses habitudes par frustration de ne pouvoir embrasser la diversité de la vie. Par extension, se réfugier dans sa propre folie : dans un état vital de déconnexion rempli de vide de sens et de gestes répétitifs. De auto- : élément, du grec autos « soi-même, lui-même » et manie : fin XIVe; du bas latin mania « folie », trouble de l'esprit quand on est hors du sens. Fou : fol 1080; du latin follis « sac, ballon plein d'air » : rempli de vide de sens.

[4] « C'est la simplicité du mécanisme d'adressage, l'absence d'administration et la facilité d'interconnexion (et donc l'absence d'autorisation préalable pour diffuser de nouvelles applications) qui ont permis à l'Internet, malgré certaines lacunes structurelles, de devenir le principal réseau fédérateur des usages numériques » (ministère de la Communication 2009). Ce qui gêne les gouvernements dans le réseau Internet c'est « l'absence d'infrastructure et de service centralisés ». Un

gouvernement impossible des idées de la population comme il est appliqué communément dans l'éducation nationale. Les gouvernements sont en recherches permanentes d'outils de contrôle du réseau Internet et investissent des sommes colossales dans ces « recherches » inutiles (dont voici un exemple ici).

1.

Le procès des « **curators** » ou les nouveaux commissaires d'expositions

Curateur, trice : Personne qui est désignée par le juge des tutelles pour assister une personne majeure incapable (le Robert) et en anglais un pasteur ou le gardien d'un mineur (Oxford English Dictionary). Donc les « curators » d'aujourd'hui (les nouveaux commissaires d'expositions) sont les assistants des artistes incapables ? Ils sont devenus actifs, mais ne sont plus les gardiens de musée ou de collection (Oxford English Dictionary). Il me semblait bien qu'il y avait un problème, visitant les expositions d'art contemporain aujourd'hui. Il existe certainement aussi parmi ces « curators » le désir de ne pas guérir (« curator » vient de « to cure » guérir en anglais) en exposant plus leur ego que des oeuvres d'art qui communiquent du sens. Ce sont eux qui font les pages de presse pas les artistes. Le curator d'aujourd'hui fait de l'egoration [2] pour le prestige national (des

nations qui financent) en « oubliant trop souvent » de rémunérer les artistes incapables qu'ils ont choisis volontairement. **La nationalisation de l'art** a permis de rendre l'artiste anonyme et insignifiant, devenu un élément décoratif pour le prestige national de l'exposition. La guerre des nations passe aussi par la confrontation d'expositions d'art contemporain, mais en fait décontemporanéisé même désubstantialisé : qui ne veut rien dire que de banaliser des notions à peine comprises dans une pratique plastique industrielle automatisée. Des artistes majeurs incapables qui ont besoin de curateurs pour s'exposer soutiennent et renforcent la médiocrité de ces expositions. Mais personne ne veut se retirer depuis 30 ans. Sans honte, la médiocrité de ces expositions est « valorisée » [3] à coups de grands tapages médiatiques exposant la médiocratie des nations autoritaires et totalitaires. Au nom des nations, l'art des artistes capables est dissimulé.

Comment les « curators » ont-ils usurpé le pouvoir ?

Grâce aux artistes majeurs incapables qui sont beaucoup plus nombreux que les capables. A cause des expositions « thématiques » qui ont volés le sujet des artistes : leurs démarches artistiques. Les artistes capables se sont planqués, ils ont eue peur de la masse incapable. Sans forte personnalité, ces artistes incapables ont délégué le pouvoir de l'artiste au commissaire d'exposition. Le commissaire d'exposition s'est approprié le rôle, de

mettre en scène l'insignifiance, mais de façon spectaculaire. Société de spectacle (dénoncé par Guy Debord) oblige. Il n'y a que le spectaculaire qui puisse « sauver » l'apparence, de masquer une volonté de destruction des arts, de masquer les médiocrités, en imposant des thèmes à respecter, mais uniquement pour les ignorants. Les visiteurs sont tenus dans l'ignorance et impressionnés par des textes de présentation qu'ils ne comprennent pas. En effet, l'insignifiance est incompréhensible.

Notes

[2] egoration : mise en scène spectaculaire ou décorative de soi pour être adoré par les autres, motivé par sa frustration. Une adoration décorative.

[3] je pense aux « belles photos » sur papier glacé des magazines d'art. Chacun sait que la photo n'est pas l'oeuvre, mais qu'une mise en scène de celle-ci dans l'esthétique du magazine. L'esthétique du magazine vole l'esthétique de l'oeuvre pour mettre celle-ci au niveau d'une illustration décorative.